

S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble
Intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en
situation d'urgence et pour le renforcement de la résilience



RAPPORT DE L'ATELIER DE FORMATION SUR
L'INTEGRATION DES PROGRAMMES DE SECURITE
ALIMENTAIRE - NUTRITION
GUERA du 08 au 10 Octobre 2014

Mongo (Guéra); Novembre 2014

Avec le soutien financier de



Humanitarian Aid
and Civil Protection



TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE.....	3
II. OBJECTIFS DE L'ATELIER	4
III. DEROULEMENT DE L'ATELIER	5
Session 1 : Contexte / Concept	6
Session 2 : Analyse de situation.....	7
Session 3: Analyse de la réponse et conception de projet.....	9
Session 4: Suivi et évaluation des impacts nutritionnels des interventions.....	10
Sessions 5 et 6 : Coordination et Prochaines étapes.....	10
FOCUS SUR LES TRAVAUX DE GROUPE: ARBRES À PROBLÈMES ET À SOLUTIONS POUR LA MALNUTRITION.....	11
IV. CONCLUSION	14
1. Les recommandations de l'atelier.....	14
2. Principaux résultats de l'évaluation des participants	14
3. Clôture.....	15
ANNEXES	15
Annexe 1: Liste des participants.....	16
Annexe 2 : Agenda de l'atelier	18
Annexe 3: Liste des présentations des études de cas lors des sessions parallèles.....	19
Annexe 4: Liste d'indicateurs « nutrition sensibles » (liste non exhaustive).....	20
Annexe 5: Résultats détaillés de l'évaluation de l'atelier de formation par les participants.....	21
Annexe 6 : Plans d'actions post-atelier des départements pour une meilleure intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire.....	27
Annexe 7 : Les barrières à l'intégration de programmes multisectoriels	35
Annexe 8 : Recommandations des participants.....	36
Annexe 9 : Arbres à problèmes de la malnutrition et arbres des solutions, des interventions et des acteurs pour différentes zones de moyen d'existence du Géra : Agricole, (2 groupes), Agro-pastoral et pastoral	37



I. CONTEXTE

Dans la bande sahélienne de l'Afrique de l'Ouest, les effets de chocs récurrents (sécheresse, inondation, hausse des prix, attaque de criquets, épidémies de choléra, conflits armés), la persistance de mauvaises pratiques d'hygiène et d'alimentation, et la pauvreté sous-jacente exacerbée par les déficits d'accès à l'eau potable et à des services de santé font partie des défis majeurs qui affectent la situation alimentaire et nutritionnelle des populations.

Au Tchad, la prévalence de la MAG a été supérieure à 15% dans les 9 régions sahéliennes en 2010 au moment de la soudure, dans 5 régions en 2011, dans 8 régions en 2012 et dans 6 régions en 2013. Le bulletin du SISAAP de juillet 2014, reprenant les données du CNNTA, relève une augmentation de 10% de nouvelles admissions dans la bande sahélienne au premier semestre 2014, comparé au nombre d'admissions à la même période en 2013.

Ces taux révèlent non seulement la situation difficile en termes de sécurité alimentaire, mais aussi la nature complexe de la malnutrition au Tchad où l'accès à la terre et à des soins de santé de base et de qualité, à l'eau propre, à l'hygiène et aux pratiques appropriées d'alimentation des nourrissons constituent un défi majeur.

Les facteurs affectant la nutrition étant multiples et divers, il est important de souligner que les actions de lutte contre la malnutrition ne sauront être efficaces que si elles sont multisectorielles et multi-acteurs, fondées sur une compréhension partagée entre acteurs, des causes de cette malnutrition.

Face à un tel tableau nutritionnel, une série d'initiatives est développée dans le Guéra et le Bar-el-Gazal, comme dans beaucoup d'autres régions de la bande sahélienne du Tchad, démontrant un réel effort d'intégration de la nutrition dans les programmes de sécurité alimentaire. A l'instar des programmes soutenus par ECHO, intégrant la « Blanket feeding », le cash- transfert, la sensibilisation aux bonnes pratiques et le dépistage/ référencement des enfants mal nourris, des programmes de soutien à la résilience mettent de plus en plus un focus sur :

- La diversification des moyens d'existence des ménages afin d'améliorer la sécurité alimentaire et contribuer ainsi à la prévention de la malnutrition chronique et aigüe, ainsi qu'à la réduction de la vulnérabilité aux chocs.
- L'intégration des campagnes d'éducation nutritionnelle dans les approches de promotion de santé publique (ou PHP : Public Health Promotion) ciblant à la fois les pratiques alimentaires et sanitaires afin de prévenir plus efficacement la malnutrition infantile à court, moyen et long termes.
- Le renforcement des liens stratégiques entre les interventions agropastorales et les mesures de protection sociale, ainsi que la promotion d'un environnement législatif et politique assurant la prise en compte des questions nutritionnelles dans les politiques, les programmes et les systèmes de coordination pour la résilience et la sécurité alimentaire.
- L'intégration des indicateurs nutritionnels dans les systèmes d'information de l'agriculture et de l'alimentation et la prise en compte de la nutrition dans les activités de prévention, de préparation et de réponse en SA et en WASH, afin de réduire l'impact des menaces et des chocs sur l'état nutritionnel des individus et des ménages.

Toutefois, ces initiatives restent encore limitées par un déficit de coordination multisectorielle et un manque de capacité à monter des alliances stratégiques entre acteurs. Le défi majeur reste celui de mettre les acteurs autour d'une même table pour élaborer une planification conjointe et identifier des dispositifs de suivi et d'apprentissage croisé des effets et impacts de leurs interventions.



C'est pour répondre à ces types de défis que la FAO a initié avec l'appui de ECHO, un projet dénommé « Développer les capacités pour améliorer l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire ; les études sur la sécurité semencière ; et la redevabilité envers les populations affectées ». Ce projet promeut, via des ateliers de formation, à asseoir le partage d'expérience, une planification conjointe entre secteurs, le développement des synergies nécessaires pour combattre la malnutrition et renforcer la résilience. Le projet vise également à créer un pool de formateurs régionaux et nationaux capables d'appuyer les acteurs humanitaires qui désirent intégrer la nutrition dans leurs programmes.

Dans le cadre de ce projet, un premier atelier régional a eu lieu du 9 au 14 juin 2014 à Saly au Sénégal, en étroite collaboration avec les organisations humanitaires regroupant les acteurs du Mali, du Niger, du Tchad et du Burkina ainsi que des experts des bureaux régionaux et des sièges. Cet atelier a également permis de développer un plan d'action post-atelier par pays et un pool de facilitateurs/formateurs nationaux capables de soutenir les acteurs humanitaires et les clusters ou groupes thématiques sur l'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition à travers l'animation d'atelier(s) analogue(s) dans leur pays respectif.

C'est dans cette dynamique, qu'OXFAM, en collaboration avec la FAO et le REACH, via les clusters sécurité alimentaire et nutrition, et à travers également les partenaires formés à l'atelier régional de Saly, a organisé **du 8 au 10 Octobre 2014**, un atelier de formation des acteurs et de planification conjointe à Mongo (région du Guéra) sous le lead d'Oxfam avec l'appui de la FAO.

II. OBJECTIFS DE L'ATELIER

Cet atelier a pour but de contribuer à la lutte contre la malnutrition et à soutenir la mise en œuvre de l'initiative AGIR en renforçant les capacités des acteurs à mieux intégrer la nutrition dans les programmes de sécurité alimentaire et d'eau, d'hygiène et assainissement (wash) tout au long du cycle de gestion de projet, afin de maximiser les impacts nutritionnels des interventions d'urgence et de contribuer efficacement, dans un élan de partenariat plus actif, à la réduction de la malnutrition et à l'amélioration de la résilience.

Plus spécifiquement, cet atelier visait à :

- i) Renforcer le dialogue entre les secteurs de la sécurité alimentaire, de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (wash) et de la nutrition, afin d'assurer une compréhension commune et partagée des liens entre la nutrition et la sécurité alimentaire et d'identifier les opportunités de collaboration opérationnelle entre secteurs pour atteindre des objectifs nutritionnels communs ;
- ii) Partager les connaissances techniques et les bonnes pratiques en termes d'évaluation conjointe de la situation alimentaire et nutritionnelle, de conception et de mise en œuvre de programmes intégrés de nutrition et de sécurité alimentaire, et de suivi & évaluation de l'impact nutritionnel des interventions ;
- iii) Expérimenter concrètement, via des travaux en groupe, une méthodologie de planification conjointe et participative (« S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble »)¹

¹ <http://www.fao.org/docrep/019/i3516f/i3516f.pdf>



» proposée par la FAO) pouvant contribuer aux processus d'analyse et de planification à venir dans les régions, notamment ceux prévus dans le cadre de la programmation du 11° FED ;

- iv) Contribuer à développer un pool de ressources humaines davantage outillé à faciliter ou co-faciliter des ateliers analogues et à améliorer les futures interventions.

Autres résultats attendus de l'atelier :

Il était également attendu que les des participants puissent, à l'issue de l'atelier :

- Organiser une restitution interne et diffuser les principaux outils méthodologiques (notamment les arbres à problèmes et à solutions comme outils de planification conjointe), les documents clés et leçons apprises de l'atelier ;
- Organiser des restitutions et diffuser les outils de l'atelier au sein des rencontres de coordination/planification au niveau national et en région (CRA/CDA/CLA),
- Jouer un rôle actif dans les processus d'analyse et de planification conjointe à venir, notamment ceux prévus dans le cadre de la programmation du 11° FED.

Les résultats de cet atelier national pourront également alimenter le Forum sur la Nutrition et l'Alimentation prévu en 2015 à N'Djamena ;

III. DEROULEMENT DE L'ATELIER

Cet atelier régional de formation organisé à Mongo a regroupé, pendant 3 jours, 39 acteurs nationaux et internationaux des secteurs de la sécurité alimentaires, de la santé et nutrition mais également de l'élevage et de l'action sociale avec une forte représentativité des services techniques déconcentrés (36 % des participants) et des ONG locales et internationales (51%) intervenant dans 5 des départements du Guéra (Am Timan, Bitkine, Mangalme, Melfi, Mongo) ainsi que quelques représentants du niveau national (facilitateurs).

Au total, près vingt et un (21) structures différentes étaient représentées à cet atelier: 8 services techniques et projet nationaux (DS, CDA, ONDR, Elevage, Papat, PADRG, action sociale) et

Typologie des participants : Nombre de participants par type de structure :						
7 ONG Int	4 ONG Lo	GOV/SA :6 services techniques SA	GOV Nut + social : 2 structures	2 UN	6 Départements	Animation conjointe
16 personnes	4 pers.	9 pers	4 pers.	5 pers.	BEG, BEG Ouest et Sud ; Kanem, Kanem Nord et Ouadi bissam + Ndjamena	4 pers. de OXFAM, FAO, REACH

11 ONG internationales et locales ainsi que 2 agences du système des nations unies.

Cet atelier a été organisé et animé conjointement par OXFAM, FAO et REACH. La liste détaillée des participants est présentée en [annexe 1](#).

La méthodologie d'ensemble utilisée a été essentiellement participative. Tous les communicateurs ont introduit leur thème dans une approche d'apprentissage réciproque et d'échange d'informations. Ensuite les thèmes ont été développés aux cours des travaux de groupes autour d'axes de réflexions que les différents communicateurs ont judicieusement tracés. Enfin les groupes se retrouvent en plénière pour la mise en commun.



De ce fait, l'alternance « travaux de groupes » et « plénière » a toujours été respecté avec une priorité donnée aux travaux de groupe. On trouvera en [annexe 2](#) l'agenda de l'atelier

La première journée de l'atelier a démarré par les mots de bienvenu du représentant OXFAM, suivi du discours d'ouverture du Secrétaire General de la Région représentant le Gouverneur ayant mis en exergue la nécessité pour les générations futures d'une prévention et d'une lutte plus efficace contre la malnutrition avec davantage de synergie entre les différents acteurs sectoriels.

Les attentes et le pré-test individuel des participants ont ensuite été recueillis par l'équipe de facilitateurs. De nombreuses attentes ont été exprimées par rapport aux concepts de base, au partage d'expériences de terrain, aux outils de programmation, de mise en œuvre, de suivi-évaluation pour les interventions intégrées et de plaidoyer.

Session 1 : Contexte / Concept

Cette première session a permis aux participants issus des différents secteurs d'harmoniser leurs connaissances sur les concepts de base en sécurité alimentaire, en nutrition et sur les moyens d'existence ainsi que d'identifier les obstacles à une meilleure prise en compte de la nutrition.

La session a commencé par une réflexion de groupe autour de quelques affirmations de débats sur les liens entre la nutrition et la sécurité alimentaire :

1. La Nutrition est une composante de la Sécurité Alimentaire. La Sécurité Alimentaire est une composante de la Nutrition. Laquelle de ces déclarations est vraie? Pourquoi?
2. Tous les enfants âgés de moins de 2 ans et les femmes enceintes sont vulnérables à la malnutrition. Vrai ou faux? Pourquoi ?
3. La malnutrition n'existe que chez les ménages en insécurité alimentaire. Vrai ou faux? Pourquoi?

Chaque groupe de table a pu échanger sur ces affirmations puis restituer en plénière les résultats de leurs débats

Dans un second temps, les groupes ont réfléchi à quels sont les obstacles et barrières à une meilleure prise en compte de la nutrition dans les programmes.

Les obstacles les plus fréquemment cités sont :

- Faiblesses du cadre institutionnel (absence de politique cadre intégrée, faiblesse d'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles et non coordonnées, faiblesses d'analyse conjointe),
- Difficultés pour une programmation intégrée (manque de suivi et de coordination des CRA, vision sectorielle),
- Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration (faibles compétence techniques),
- Ressources financières inadaptées (orientation sectorielle des fonds).

On trouvera en [annexe 7](#) les résultats plus détaillés de ces travaux de groupe.



La session s'est poursuivie avec plusieurs présentations de rappel d'un certain nombre de concepts de base sur la nutrition, la sécurité alimentaire, les moyens d'existences et leurs liens.

Mr. Ngardinga Nodjimadji (FAO) a rappelé les concepts de base en nutrition et en sécurité alimentaire : les différentes formes de sous-nutrition, le cadre conceptuel de l'UNICEF sur les causes de la malnutrition ainsi que les 4 piliers de la sécurité alimentaire et leur interrelation dans le schéma causal²). Mr. Ngabu Claude de l'UNICEF a ensuite présenté les causes et conséquences de la malnutrition ainsi que les axes de gestion des programmes nutritionnels de l'UNICEF. Dans un second temps, il a présenté la situation nutritionnelle dans la bande sahélienne et dans la Région du Guéra où la prévalence de la malnutrition aiguë est d'environ 10% (janvier – mars 2014).

Mr. Dédéou Yahiya (Oxfam) a présenté les six (6) étapes de l'approche de l'économie des ménages (HEA) avant de présenter les caractéristiques des différents moyens de subsistance présents dans la région du Guéra et de mettre l'accent sur les liens existants entre le HEA et la nutrition.

A l'issue de cette session, et en préparation aux travaux de groupe sur les arbres à problèmes et à solutions, 3 groupes de moyens d'existence importants au Sahel ont été identifiés par les participants : Pasteurs, Agro-pasteurs, Agriculteurs.

Session 2 : Analyse de situation

Cette session a permis de présenter différentes méthodologies existantes et les types d'informations requises (et parfois manquantes) utiles à une analyse plus complète de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette session a débuté par trois présentations d'outils et de méthodologie d'analyse de la situation :

Indicateurs « nutrition sensible » dans les enquêtes de Sécurité alimentaire

Mr. Wilfrid KUMAKINGA (PAM-Mongo) a fait un rappel des deux grandes catégories d'indicateurs de mesure de la sécurité alimentaire (les indicateurs de fréquence et de diversité alimentaire, et les indicateurs de comportement), avant de présenter plus en détail le Score de Consommation Alimentaire (SCA) et l'Indice Simplifié de Stratégies de Survie (reduced Coping Strategy Index, CSI). Lors de cette présentation, les avantages et inconvénients de chacun de ces indicateurs ont été débattus. Il a été aussi souligné l'importance d'analyser les informations désagrégées et détaillées de ces indicateurs (ou scores) afin d'améliorer la conception/dimensionnement des réponses de sécurité alimentaire.

Système d'analyse intégrée de la nutrition et la sécurité alimentaire ; le Cadre Harmonisé (FAO)

Mr. Ngardinga Nodjimadji (FAO Tchad) a présenté le Cadre Harmonisé comme un exemple d'un outil standardisé d'analyse conjointe de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel. Piloté par le CILSS, le Cadre Harmonisé propose un cadre de référence pour réaliser une méta-

² Présentation disponible en suivant ce lien : http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/food-security-capacity-building/docs/Nutrition/SahelWorkshop/1_IFRC-UNICEF_Concepts_SA_Nut.pdf



analyse en se basant sur les données existantes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cet outil pour une analyse multi-acteurs est utilisé dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad). Les principaux indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle utilisés dans cette approche sont ceux de la consommation alimentaire, de l'évolution des moyens d'existence, de l'état nutritionnel et de la mortalité.

Analyse et surveillance Nutritionnelle (UNICEF)

Mr. Ngabu Claude (UNICEF) a présenté brièvement le processus de surveillance nutritionnelle d'UNICEF qui se base sur (i) différents types d'enquêtes (SMART, EDS, Couverture) réalisées en période de soudure et de récolte, (ii) le suivi des programmes de prise en charge permettant d'alerter sur des irrégularités dans les courbes d'admission par rapport au mois précédent ou au même mois de l'année précédentes et (iii) le suivi épidémiologique des principales maladies « causales » de la malnutrition (Diarrhée, Palu, IRA, Rougeole).

Construire des arbres à problèmes pour la malnutrition³

Mr. Mohammed Levrak (REACH) a présenté la méthodologie des arbres à problèmes pour la malnutrition (voir guide technique de la FAO [« S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble »](#)).

Nutrition et arbres à problèmes: comment peuvent-ils être utilisés?

Un arbre à problèmes et/ou à solutions est une technique de visualisation puissante pour arriver à une compréhension partagée des problèmes et pour les résoudre de manière participative. En effet, les participants identifient les causes d'un problème et les organisent selon leurs relations de cause-à-effet. À partir de « l'arbre à problèmes », les participants identifient les solutions en construisant un « arbre à solutions », qui est une image inversée de l'arbre à problèmes.

Dans un contexte de planification pour la Nutrition, la Sécurité alimentaire et le Renforcement de la résilience, les arbres à problèmes permettent une analyse participative de la situation et la conception d'un système d'informations intégrant des données de Sécurité alimentaire et de Nutrition.

Les arbres à solutions quant à eux soutiennent une programmation intégrée, la création d'un cadre commun de S&E et mettent en évidence les interventions possibles ainsi que les parties prenantes, tout en identifiant les lacunes existantes.

Lancement des travaux de groupe : les participants ont été invités à se répartir en 4 groupes de 3 moyens d'existence de la région du Guéra : Pasteurs, Agro-pasteurs, Agriculteurs. Chaque groupe devait construire, avec l'appui des facilitateurs, l'arbre à problèmes spécifique au moyen d'existence. Les participants ont ensuite été mélangés afin de constituer des équipes mixtes de révision/feed back des arbres élaborés par les autres groupes. Chaque groupe initial s'est ensuite reconstitué pour amender son travail selon les commentaires reçus.

³ Voir guide technique de la FAO [« S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble »](#).



Après une présentation théorique sur les arbres à solutions, chaque groupe a transformé son arbre à problèmes en arbre à solutions en y apposant des propositions d'interventions ainsi que les acteurs concernés par chacune de ces activités. La [Partie 2](#) reprend plus en détail les éléments clés de la construction de ces arbres.

Les échanges et débats entre tous les groupes ont permis de souligner que :

- La nutrition concerne l'individu et non pas le ménage ou groupe de personnes. C'est le seul moyen pour comprendre la nutrition maternelle et celle de l'enfant.
- La consommation alimentaire est un point d'entrée pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire mais il reste encore des défis dans la collecte de données et de leur analyse conjointe.
- Il y a encore très peu de méthodologies standards pour l'évaluation conjointe de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Plusieurs nouveaux outils sont cependant en cours de développement et de mise à l'épreuve. C'est le cas pour la méthode de l'Analyse des Causes de la Malnutrition d'ACF.

Session 3: Analyse de la réponse et conception de projet

En introduction du deuxième jour d'atelier, un rappel des sessions et messages clés de la veille a été réalisé avec les participants. Ensuite, Mr. *Ngardinga Nodjimadji* (FAO) a ouvert la journée avec une présentation sur le thème de la redevabilité. Il a illustré le *pourquoi* et le *comment* intégrer la redevabilité envers les populations affectées à chaque étape du cycle de projets à travers la participation, la représentation, la transparence, le partage d'information, l'implication et la communication envers les bénéficiaires. Cette présentation a eu lieu en début de la 2^e journée, en amont de la révision des travaux de groupe sur les arbres à solution (cf. intra).

Cinq (5) présentations d'échange d'expériences et de leçons apprises de programmes existants ont été réalisées par les participants via 2 sessions parallèles (voir liste en [annexe 3](#)). A l'issue des présentations, des débats ont été organisés dans chacune des sessions autour des 4 questions clés suivantes : (i) quels sont les éléments innovants, (ii) quels sont les éléments qui maximisent les impacts nutritionnel, (iii) quels sont les potentiels impacts négatifs des interventions sur la nutrition, (iii) comment ont été pris en compte les aspects de genre et de redevabilité. Ces débats ont ensuite été restitués en plénière via un jeu de rôle d'émission radiophonique de type « RFI ».

Les points clés suivants sont ressortis de cette plénière :

Les **éléments qui maximisent l'impact nutritionnel** des projets incluent notamment : la multisectoralité des programmes (agriculture, santé, WASH, éducation nutritionnelle...), le renforcement des capacités en nutrition via des formations, la valorisation des déviances positives au sein des communautés, l'autonomisation des femmes, la pertinence du ciblage, la nécessité d'inclure spécifiquement des objectifs et donc des indicateurs nutritionnels à suivre tout au long du projet.

Les **principaux éléments innovants** ressortis lors des débats concernaient, entre autres : le principe des réseaux californiens pour l'irrigation, la plus longue durée des projets intégrés (minimum 5 ans), l'implication de la population dans le suivi des indicateurs, la contractualisation à long terme pour l'accès facilité au foncier des ménages les plus pauvres, l'approche de Gestion



Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD) et l'autodiagnostic communautaire avant le démarrage des projets (redevabilité).

Les risques d'**impacts négatifs** des projets sont, entre autres, les activités de promotion des cultures de rente au détriment des cultures nutritives et l'augmentation de la charge de travail des femmes à la défaveur des soins aux enfants.

Enfin, les éléments de **prise en compte de la redevabilité et du genre** relèvent de l'implication des bénéficiaires dans toute les étapes de mise en œuvre du projet c'est-à-dire depuis l'évaluation des besoins jusqu'à l'évaluation finale du programme via par exemple la mise en place de cadres de concertation et de comités de plaintes. Il en est de même pour la prise en compte du genre qui doit être faite dès la conception des projets. Une des pratiques innovantes citées est la mise en place au Mali d'écoles des maris concernant la sensibilisation des hommes à de meilleurs soins aux jeunes enfants.

Session 4: Suivi et évaluation des impacts nutritionnels des interventions

Cette session, animé par *Mr. BREYNE Christophe (FAO)* a permis de clarifier les concepts de base de suivi et d'évaluation, de différencier les indicateurs de processus de ceux d'effet ou d'impact, de présenter les différents schémas d'évaluation (base et end line, témoins, etc.), d'apprendre à définir des indicateurs « nutrition-sensibles » permettant de mesurer les résultats nutritionnels des interventions, tout au long de la chaîne de suivi-évaluation (processus / produit / résultat / impact).

Ce suivi doit être assidu, régulier et itératif durant toute la mise en œuvre du programme afin de pouvoir mesurer l'efficacité et les performances du programme (c.-à-d. intrants versus résultats). L'évaluation doit permettre de mesurer les effets du programme sur les résultats et les objectifs définis. Le projet RAIN (Realigning Agriculture to Improve Nutrition) a été présenté comme bon exemple de mécanismes de S&E d'un programme intégrant la nutrition et la sécurité alimentaire.

Suite à la présentation théorique, il a été demandé aux participants d'identifier des indicateurs « nutrition sensibles » pouvant être utilisés dans les programmes intégrés et de les organiser par thématiques (disponibilité, accès, consommation, environnement sanitaires, pratiques de soins, santé, état nutritionnel et genre). Les résultats des travaux de groupe ont été débattus et amendés. Ces indicateurs et les messages clés sur le S&E sont résumés dans un tableau en [annexe 4](#). A titre d'exercice, il a été demandé ensuite aux participants de chaque groupe de formuler des indicateurs de processus et d'effets ou impacts pour une des interventions formulées dans les arbres à solutions.

Sessions 5 et 6 : Coordination et Prochaines étapes

Cette session a débuté par deux présentations de mécanismes de coordination pour la nutrition et la résilience au Tchad. *Mr. Mohamed Cheikh LEVRAK* du REACH a présenté :

- Le SUN et l'approche REACH et son état d'avancement au Tchad : complémentarité des deux initiatives ;
- L'initiative AGIR au Tchad et les points d'étapes.

Ces 2 présentations ont été très appréciées par les participants ayant très peu d'informations sur l'état d'avancement de ces deux initiatives qui ne semble pas être « redescendue » au niveau du terrain.



Suite à ces présentations, des échanges ont eu lieu en plénières autour des questions suivantes :

- Quels sont les efforts de coordination réalisés dans le pays entre les groupes de sécurité alimentaire et de nutrition ?
- Quels sont les défis restants ?
- Quelles sont les leçons tirées de ces présentations ?

Regroupés par département, les participants ont ensuite été invités à revisiter toutes les sessions et recommandations couvertes au cours de l'atelier et de se pencher sur les éventuelles applications dans leur département respectif. Il leur a également été demandé de travailler sur un **plan d'action post-atelier par département** en identifiant les opportunités, les défis et les principales contraintes pour mieux intégrer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire ainsi que les éventuelles ressources nécessaires. Les plans d'action par département sont présentés en **annexe 6**. Il a été ensuite demandé aux participants de formuler des recommandations aux différents types d'acteurs (Gouvernement, ONG, Bailleurs) ainsi que des recommandations pour le forum de nutrition prévu à Ndjamena début 2015 (**Annexe 8**)

FOCUS SUR LES TRAVAUX DE GROUPE: ARBRES À PROBLÈMES ET À SOLUTIONS POUR LA MALNUTRITION

L'arbre à problèmes et à solutions

Les travaux de groupe sur la construction d'arbres à problèmes et d'arbres à solutions constituaient le cœur de l'atelier. L'arbre à problèmes et à solutions est un outil servant à analyser de façon systématique les relations de cause à effet d'un problème central. En posant la malnutrition comme problème central, il permet d'arriver à un consensus sur les causes et leurs interrelations sectorielles. La transformation de l'arbre à problèmes en arbres à solution fixant un objectif central et commun de « lutte contre la malnutrition » fait prendre conscience à tous les secteurs de la nécessité d'actions conjointes pour s'attaquer aux multiples causes.

Cette méthodologie est basée sur le manuel: « *S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble*⁴ » publié par la FAO en 2013.

Un arbre à problèmes est représenté visuellement par un « arbre ». Le « tronc » est le problème central, les « racines » représentent les causes du problème et les « branches » les effets des problèmes. L'arbre à problèmes se concentre sur les *causes* de la malnutrition et est spécifique à un groupe de moyens d'existence.

L'arbre à solutions est l'image inversée de l'arbre à problèmes et nécessite donc de transformer chaque problème identifié en situation positive. Les meilleures interventions à mettre en œuvre pour atteindre ces solutions sont ensuite définies de manière consensuelle ou selon l'expertise technique des uns et des autres. Les acteurs et potentiels collaborateurs peuvent ensuite être identifiés pour chaque intervention.

⁴ <http://www.fao.org/docrep/019/i3516f/i3516f.pdf>



Après une rapide présentation sur la contribution de l'agriculture à la nutrition et les principes clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture⁵ faite par *Mr. Christophe BREYNE (FAO-Dakar)*, il a ensuite été demandé aux participants de chaque groupe de revoir une de leur intervention et de la re travailler de manière à maximiser les effets et impacts nutritionnels (redéfinition plus précises de l'intervention, préalables nécessaires et approche)

Les participants ont utilisé cet outil d'arbres à problèmes et à solution pour avoir une compréhension commune des causes et conséquences intersectorielles ainsi que des solutions pour la malnutrition par zone de moyens d'existence. Les participants ont travaillé sur les zones de moyen d'existence, présents dans la région du Guéra, à savoir les zones: Agricole (2 groupes), Agro-pastorale et Pastorale. On trouvera ci-dessous des photos de quelques arbres. Ces derniers ont été saisis et se trouvent en annexe 9.

Photo 1a. Arbre à problèmes du groupe de moyens d'existence "Agriculture, groupe 1"



⁵ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/wa_workshop/docs/Agriculture-Nutrition_Recommandations_c1%20C3%A9s.pdf



Photo 1b. Arbre à solutions du groupe de moyens d'existence « Agriculture, groupe 1 » présentant les interventions (cartons jaunes) et les acteurs identifiés (cartons bleus).



Photo 2a. Arbre à solutions (cartons verts) du groupe de moyens d'existence « Pastoral » présentant les interventions (cartons roses) et les acteurs identifiés (cartons jaunes).



GRUPE 4 2ME PASTORALE
IMPACTS SUR MALNUTRITION
EDUCATION NUTRITIONNELLE
→ CHOISIR UN GROUPE DES FEMMES LUMIERE
→ FORMATION/ACCOMPAGNEMENT (Boite à images, Affiches, Nutricartes)
→ EQUIPEMENT en Outils pédagogiques
→ SENSIBILISATION DES ~~MAIS~~ LA COMMUNAUTE
→ DEMONSTRATION NUTRITIONNELLE (Valorisation des produits locaux)



IV. CONCLUSION

L'atelier s'est terminé par: (i) une revue/validation de l'atteinte des attentes exprimées en début d'atelier, la correction individuelle du pré-test des connaissances, (iii) une présentation du contenu de la clé USB remise aux participants avec les supports de l'atelier ainsi que de la documentation, (iv) une évaluation de l'atelier et (v) un mot de conclusion.

Dans cette dernière partie sont présentés les recommandations des participants, les résultats de l'évaluation de l'atelier par les participants ainsi que la clôture de l'atelier.

1. Les recommandations de l'atelier

Suite à l'élaboration des plans d'actions par département, il a été demandé aux participants de formuler des recommandations aux différents types d'acteurs (Gouvernement, ONG, Bailleurs) ainsi que des recommandations pour le forum sur la Nutrition et l'alimentation prévu à Ndjamena début 2015. Parmi les recommandations énoncées par les groupes, on peut retenir de manière prioritaire les recommandations suivantes :

- Intégrer des indicateurs « Nutrition sensibles » dans le cadre logique de toutes les Interventions ;
- Redynamiser, renforcement des capacités et rendre opérationnel les CRA/CDA. Cet aspect a également été cité dans tous les plans d'action ;
- Initier un plan d'action multisectoriel régional ;
- Instaurer un cadre de concertation national Nutrition (Nut.) & Sécurité Alimentaire (SA) ;
- Valoriser les produits locaux de l'agriculture et de l'élevage ;

Et de manière plus spécifique pour le forum à venir :

- Rendre opérationnel REACH au niveau des régions ;
- Tout projet de développement doit prendre en compte la Nutrition et la Sécurité Alimentaire de manière claire et précise en intégrant dès la phase de conception des activités nutritionnelles spécifiques et nutritionnelles sensibles ;
- Inviter les acteurs locaux à l'événement et encourager l'intégration de la nutrition (Nut) et la sécurité alimentaire (SA) ;
- Prévoir des expositions/stand pour la promotion des produits locaux.

L'ensemble des recommandations est repris en **annexe 8**.

2. Principaux résultats de l'évaluation des participants

Les compétences acquises concernent principalement l'utilisation de la méthode des arbres à problèmes et à solutions de la malnutrition ainsi que les indicateurs de S&E. Furent aussi mentionnées les compétences en facilitation d'atelier et de dialogue ainsi que la construction des arbres à solutions favorisant une programmation intégrée.

Les informations ou concepts les mieux compris par les participants concernent les indicateurs types du S&E, les concepts de nutrition et ceux de l'intégration de la nutrition et de la sécurité alimentaire.



Pour l'amélioration de la qualité/pertinence d'ateliers futurs, les participants recommandent d'accorder plus de temps aux partages d'expériences, d'augmenter le nombre d'exercices pratiques et de ne pas faire les plans d'actions pays/régions en fin de journée pour mieux optimiser la productivité de cette partie importante de l'atelier. Les détails de l'évaluation sont repris en **annexe 5**.

3. Clôture

Les organisateurs de l'atelier ont remercié ECHO pour le financement de cet atelier et du projet en général ainsi que l'ensemble des participants pour leur participation active et leurs riches contributions tout au long de l'atelier. Ils les ont également encouragés à dérouler leurs plans d'action par département avec notamment (i) la réalisation d'une restitution de l'atelier et des outils lors du prochain CRA, (ii) la valorisation des arbres à problèmes et à solutions qui pourraient être affiner/retravailler avec les membres des CRA et en particulier avec les autres acteurs sectoriels du CRA et des CDA. Ces « arbres » pourraient ensuite alimenter les processus d'analyse et de programmation conjointe dont ceux notamment prévu dans le cadre du 11° FED.

L'ensemble des présentations y compris celles des participants, les documents et les plans d'actions par pays ainsi que des compléments de documentation ont été remis à tous les participants sur clé USB. La liste des participants, l'agenda ainsi que les termes de référence sont disponibles et accessibles en ligne via le lien suivant <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/news/detail-events/fr/c/265043/>

Cet Atelier de Formation a été animé par les participants du Tchad à l'atelier régional de formation de formateur du projet d'« Intégration des programme de nutrition et de sécurité alimentaire ; projet plus large financé par ECHO⁶ et mis en œuvre par la FAO dans la Corne de l'Afrique (ciblant l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie et le Sud-Soudan), au Sahel (ciblant le Tchad, le Mali, le Niger et le Burkina Faso) et au niveau mondial (pour en savoir plus : <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/>).

ANNEXES

⁹ Projet de « renforcement des capacités pour améliorer les programmes de sécurité alimentaire en situation d'urgence et de réhabilitation à travers (i) une meilleure intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire, (ii) une meilleure évaluation de la sécurité semencière et (iii) un renforcement de la redevabilité envers les populations affectées »

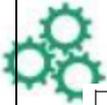
ANNEXE 1: Liste des participants



LISTE DES PARTICIPANTS

ATELIER CONJOINT DE FORMATION, 08 – 10 octobre 2014,
Mongo / Guéra (Tchad)

Organisation	Type	Nom et Prénom	Département	E-Mails/Numero Tél
Organisation/Animation				
OXFAM	ONG Int	DEDEOU Yahiya	NDJAMENA	fsmgrtd@oxfamintermon.org
REACH	UN	LEVRAK MohamedCheikh	NDJAMENA	mohamedcheikh.levrac@wfp.org
FAO	UN	NGARDINGA Nodjimadji	NDJAMENA	nodjimadji.ngardinga@fao.org
FAO	UN	BREYNE Christophe	DAKAR	Christophe.breyne@fao.org
Participants				
DISTRICT SANITAIRE MANGALMÉ	GoV	GAMANE Moussa	MANGALME	99 60 60 02
CDA MELFI	GoV	NGARNDIBAYE Thomas	MELFI	
PAPAT	GoV	ABAKAR Hamit Mouctar	MONGO	amouctac@yahoo.fr
OXFAM	ONG Int	ABDELKERIM Abakar	MANGALME	mealomngtd@oxfamintermon.org
DISTRICT SANITAIRE MONGO	GoV	ABDELKERIM Attimer	MONGO	-
VP/CDA	GoV	ALLAMINE Moussa	MONGO	66 76 43 73 / 99 52 80 31
NAGDARO	ONG locale	AMADOU Lamine	BITKINE	
ACRA –CCS	ONG Int	AZINA SANGA Ditcho	MONGO	ditchoazina@gmail.com
PAM	UN	BIENVENU Allah Ndingalo	MONGO	bureau.ndingalo@wfp.org
DISTRICT SANITAIRE BITKINE	GoV	BLAOWE Gaïssala	BITKINE	gaissalablaowe@yahoo.fr gaissala2@gmail.com
WORLD VISION	ONG Int	BOINDE Ndianabeye	BITKINE	66 72 61 73
ASRADD	ONG locale	BRAHIM Mahamat	MONGO	Krouh1980@yahoo.fr
OXFAM	ONG Int	CIBANDA François	MONGO	fsomngtd@oxfamintermon.org
UNICEF	UN	CLAUDE Ngabu	MONGO	cngabu@unicef.org
OXFAM	ONG Int	DEMBA Touré	NDJAMENA	Dtoure@oxfamintermon.org
WORLD VISION	ONG Int	DEOULEMGOTO Ndouba	BITKINE	Dndouba@yahoo.fr
OXFAM	ONG	DJASTAM Honoré Motangarti	AM TIMAN	honoredja@yahoo.fr
ELEVAGE	GoV	DJERANE Felix	MONGO	djerane@yahoo.fr
SOS SAHEL	ONG	DJIMSENGAR Ngaordoum	MONGO	
CELIAF	ONG locale	FATIME soroma	MONGO	



COMMUNE MONGO	GoV	FATOUMA Abdoulaye	MONGO	66 75 41 07/ 95 26 81 38
PAM	UN	GABNOBA Gabsoubo	MONGO	gabsoubo.gabnoba@wfp.org
IRC	ONG Int	IDO Charles Gnenagi	MONGO	Stephen.t.lamin@rescue.org
CARITAS-AURA	ONG Int	KATIR Néné	MONGO	dgaura@eglisemongo.org
OXFAM	ONG Int	KHALID Mahamat Moussa	MONGO	kmmoussa@oxfamintermon.org
ONDR	GoV	MAHAMAT Zakaria	MONGO	mhtzaka@yahoo.fr
PADRG	UCGP	MARIE Allamine	MONGO	
ACORD	ONG Int	MASSINGZEBBE Rolta	MONGO	Massingzibberolta.@yahoo.fr
CDA/BITKINE		MBAINODJI Bekom Mathieu	BITKINE	mahamamnsa@yahoo.fr
MOUSTAGBAL	ONG locale	MOUSSA Bakourou	MONGO	66 29 88 83/ 99 29 88 83
IRC MONGO	ONG Int	NADJITA Djimadoum	MONGO	Nadjita.djimadoum@rescue.org
WORLD V	ONG Int	NAOYAL Vivien	BITKINE	nadjita.djimadoum@ruski.org
OXFAM	ONG	RATOU Emmanuel	MANGALME	66 40 95 06
UNICEF	UN	Rodolphe HOULSONRON	MONGO	rhoulsonvon@unicef.org
CDA MONGO	GoV	ROTNENE Mally NguetoG	MONGO	Rhoulsonron@unicel.org
DÉLÉGATION ACTION SOCIALE	GoV	SEID Gaye Alexis	MONGO	66 45 09 64
WORL VISION	ONG Int	TAMAM Adjoungoursala	BITKINE	Adjoungoursala-tamam@wvi.org Tamben2005@gmail.com
CDA MANGALMÉ	GoV	TORNA Sene Ramat	MANGALME	99 74 86 86
PAM	UN	Wilfrid KUMAKINGA	MONGO	Wilfrid.kumakinga@wfp.org

Annexe 2 : Agenda de l'atelier de formation sur « Intégration de la nutrition et de la Sécurité Alimentaire », Mongo –Guéra (Tchad)

Heure	Mercredi 8 octobre	Jeudi 9 octobre	Vendredi 10 octobre
8:30-11:00 (approx.)	Enregistrements des participants	<i>Exercice de groupe</i> : Revue des arbres à problèmes par les pairs	Récapitulatif : Qu'avons-nous réalisé jusqu'à présent ? Quels enseignements avons-nous tirés ?
	Session d'ouverture (Gouverneur, Oxfam, FAO)	Session 3: Analyse de la réponse et conception de projet	Session 4: Suivi et évaluation des impacts nutritionnels des interventions
	Objectifs de l'atelier et présentation des facilitateurs et des participants (Oxfam)		
11:00-13:00 (approx.)	Session 1: Contexte	<i>Exercice de groupe</i> : Construire un arbre à solution pour la malnutrition	<i>Présentation</i> : Suivi et évaluation: de quoi parle-t-on? Comment le mettre en œuvre ? Quels indicateurs ?
	<i>Présentation</i> : S'entendre sur les concepts de Sécurité alimentaire et de Nutrition – FAO - UNICEF		
	<i>Exercice de groupe</i> : Quels sont les obstacles / barrières pour une programmation qui prenne mieux en compte la nutrition ?	<i>Présentation</i> Contribution de l'agriculture à la nutrition (FAO)	<i>Groupe de travail par pays</i> : Comment mesurer l'impact nutritionnel des programmes de sécurité alimentaire ?
<i>Présentation</i> : Présentation des différents moyens d'existence dans la région et de leurs évolutions (Oxfam)	<i>Exercice de groupe</i> : Comment maximiser les impacts nutritionnels des interventions ?		
13-14:00	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
14:00-16:00 (approx.)	Session 2: Analyse de la situation	<i>Sessions parallèles – Exemples d'interventions qui intègrent la sécurité alimentaire et la nutrition</i> Thèmes possible ¹ : Oxfam, FAO, World Vision, IRC; ASRADD	<i>Présentation</i>
	<i>Présentations – Partage d'expérience sur l'analyse de la situation : (à confirmer)</i>		<ul style="list-style-type: none"> La coordination REACH au Tchad - REACH La coordination pour AGIR au Tchad - REACH
	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs pour la nutrition dans les enquêtes dont le score de diversité -PAM ; VAM - Analyse et surveillance de la malnutrition - UNICEF Système d'information intégré pour la nutrition et la sécurité alimentaire – exemple du cadre harmonisé au Sahel – *FAO 	<ul style="list-style-type: none"> Créer des <i>synergies</i> et des complémentarités entre les interventions de sécurité alimentaire et nutrition <i>Diversifier la production locale et soutenir les moyens d'existence locaux</i> Chaînes de valeur sensibles à la nutrition 	<i>Discussions</i> – Mécanismes de coordination pour lier la sécurité alimentaire et la nutrition
16:00-17:30 (approx.)	<i>Exercice de groupe</i> : Construire un arbre à problème pour la malnutrition	<i>Leçons clés issues des sessions parallèles</i> : Quelles opportunités pour lier les interventions nutritionnelles et de sécurité alimentaire et maximiser l'impact nutritionnel des interventions de SA ?	Session 5: Prochaines étapes
17:30-18:00		<i>Groupe de travail</i> : Principaux enjeux et opportunités pour une planification conjointes	<i>Groupe de travail</i> : Définir les prochaines étapes et des mécanismes de suivi au niveau de la région: actions clés à mettre en œuvre
			Conclusion et clôture de l'atelier

¹ Les thèmes des sessions parallèles sont indicatifs, le recueil des études de cas étant en cours au moment de l'impression de l'agenda. L'idée est de tirer des leçons de l'expérience des participants dans la conception et la mise en œuvre de programmes qui traitent les problèmes nutritionnelles.



ANNEXE 3: Liste des présentations des études de cas lors des sessions parallèles

Sessions parallèles – Partage de leçons apprises sur les interventions intégrées.

- *Session parallèle 1 - Facilitateur : Mohamed Cheikh Levrak, REACJH*
 - **L'utilisation des bonnes semences à haute valeur nutritive accompagnée d'un paquet technologique adéquat contribue efficacement à l'amélioration de la nutrition, Kanem, FAO**
NGARDINGA Nodjimadji, Assistant technique, FAO Tchad
 - **Intégration Nutrition et Wash dans le programme MESA, Oxfam, Guéra**
François Cibanda, Coordonnateur SA, Oxfam – Mongo
 - **Intégration Wash et Nutrition, IRC, Guéra**
IRC - Mongo

- *Session parallèle 2 - Facilitateur : Breyne Christophe, FAO REOWA*
 - **Amélioration de la nutrition à travers une approche multisectorielle dans le département d'Abtouyou, World Vision, Guéra**
Tamam Adougoursalaa ; Coordinateur Santé - Nutrition
 - **Outils "nutricarte", ASRADD, Guéra**
Brahim Mahamat, Coordinateur régional



ANNEXE 4: Liste d'indicateurs « nutrition sensibles » (liste non exhaustive)

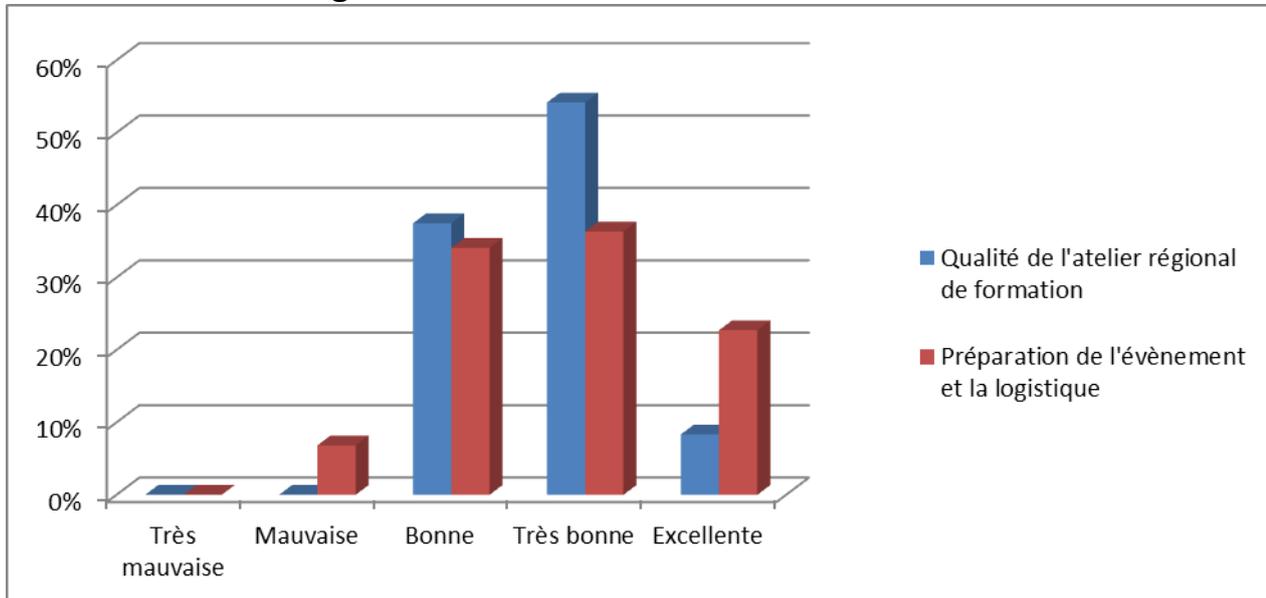
STATUT NUTRITIONNEL	SANTE	CONSOMMATION ALIMENTAIRE (Individu)	ACCESS A LA NOURRITURE	PRATIQUES DES SOIN	ENVIRONNMENT SANITAIRE	DISPONIBILITE DE LA NOURRITURE	PROBLEMATIQUE DE GENRE
Prévalence du retard de croissance	Prévalence des maladies diarrhéique, paludisme, infection respiratoire	Bilan alimentaire	Niveau de revenu	Taux d'allaitement exclusif	% de ménages ayant accès à l'eau potable	Superficie emblavée	% d'hommes participant aux séances de sensibilisation nutritionnelle
Prévalence de la malnutrition aigüe (MAM+MAS)	Taux de mortalité	Score de diversification alimentaire des 24 à 59 mois (enfants)	Quantité d'aliment achetée	Taux d'utilisation de moustiquaires imprégnées	% de ménages qui pratiquent le lavage de mains aux moments clés	Rendement	% de femmes dans le personnel de santé (formel : CS ; Informel : RC)
Prévalence des carences en micronutriments (Fer, Vit A, Iode)	Taux d'iode dans l'urine	Score de diversification alimentaire des enfants de 0 à 23 mois	Type d'aliment acheté (variété)	Taux de fréquentation des services de santé	Nombre d'endroits publics (école, marche, centre de sante) disposant de latrines	Production	% femmes appartenant aux comités de ciblage et gestion de plaintes
Insuffisance pondérale (Poids/âge)		Score de diversification alimentaire des mères des enfants de < 5ans	Niveau des prix des aliments sur le marché	Taux de prise de fer par les femmes enceintes	Nombre de ménages disposant de station de lavage de mains	Stock Ménage	Charge de travail des femmes (formulation à réfléchir)
Prévalence surpoids et obésité		Diversification alimentaire des femmes enceintes		Age d'introduction d'aliments complémentaires	% de ménages disposant de latrines	Stock commerçant	
Indice de masse corporelle des femmes enceintes				Taux d'enfants ayant reçu le colostrum dès la naissance	Nombre de centres de santé qui respectent le minimal WASH	Type d'aliments produits	
Œdème				Pratiques prénatales			



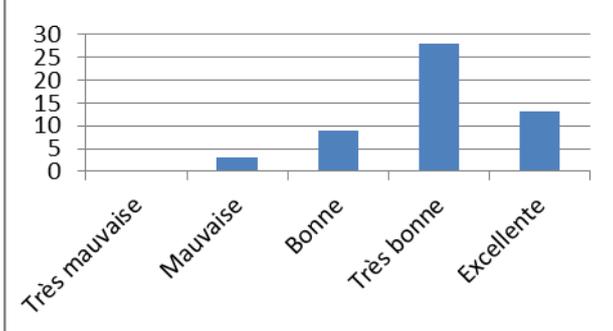
ANNEXE 5: Résultats détaillés de l'évaluation de l'atelier de formation par les participants

48 fiches d'évaluation ont été remplies par les participants à la fin de l'atelier. Les résultats ci-dessous sont tirés des informations fournies par ces fiches.

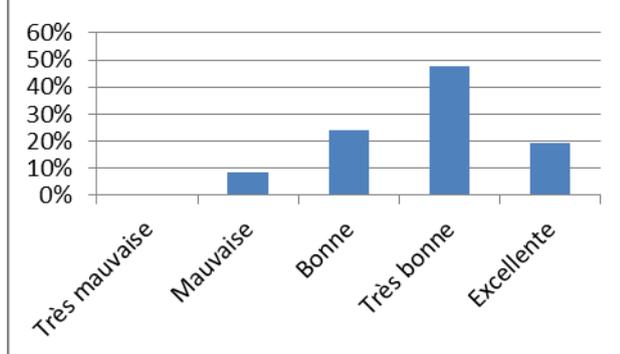
1. Evaluation générale de l'atelier



a) La structure de l'atelier était suffisamment flexible pour pouvoir répondre aux besoins du groupe

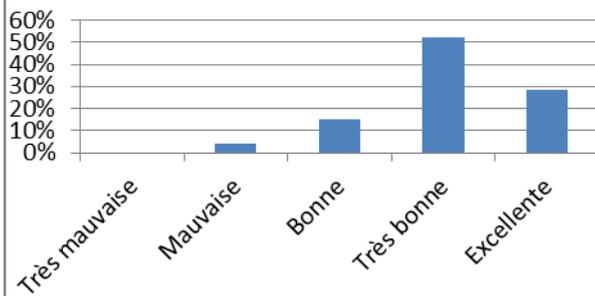


b) Le contenu de l'atelier a répondu à mes besoins/attentes

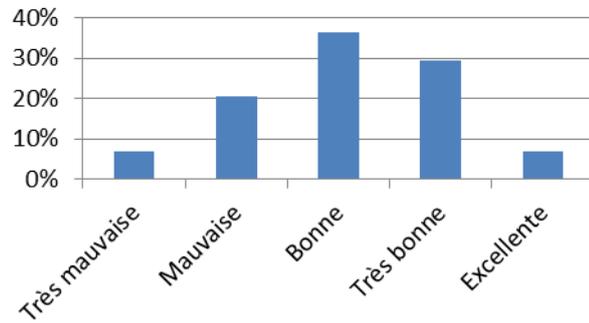




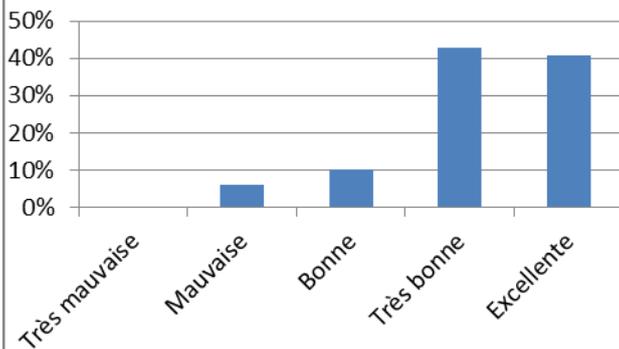
c) Les matériels de l'atelier étaient utiles et pertinents pour mon travail



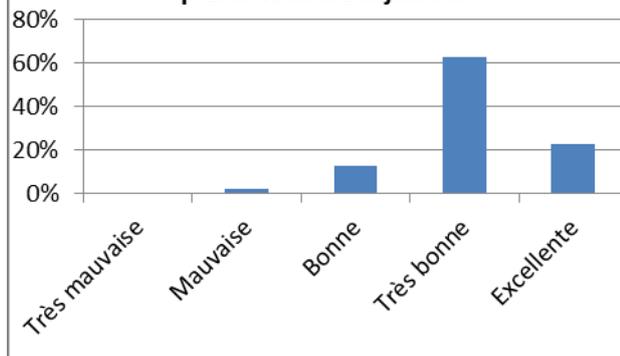
d) La répartition du temps pour les différentes sessions était suffisante



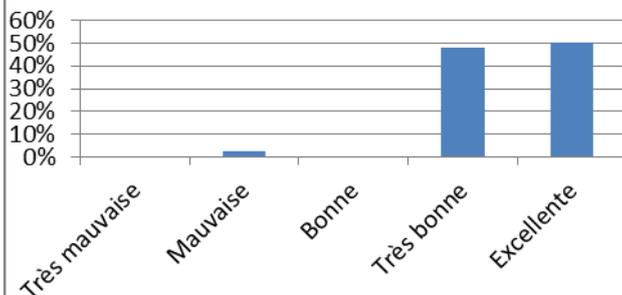
e) L'atelier a permis d'avoir une compréhension commune des concepts de base pour une programmation intégrée de SA et nutrition



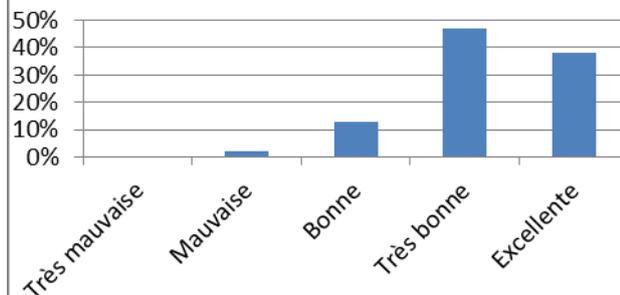
f) Les discussions de groupe étaient utiles et ont aidé à échanger et mieux comprendre les méthodologies pour une planification conjointe.

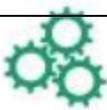


g) La diversité des profils des participants a permis de riches échanges durant l'atelier



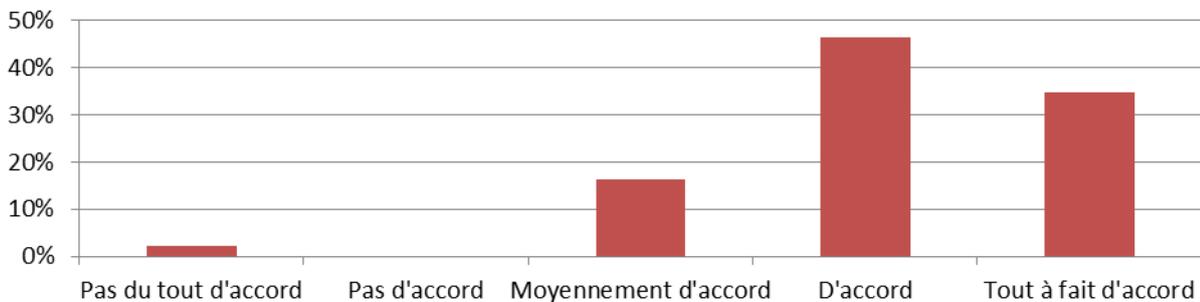
h) La facilitation/animation globale était bien préparée et bien structurée



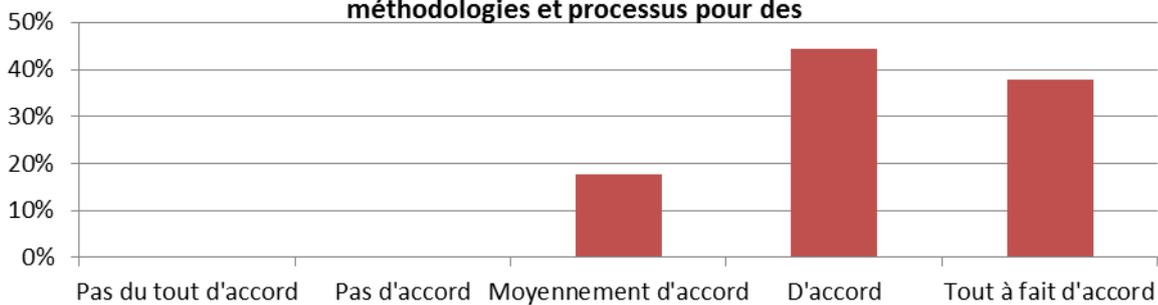


2. Evaluation par session

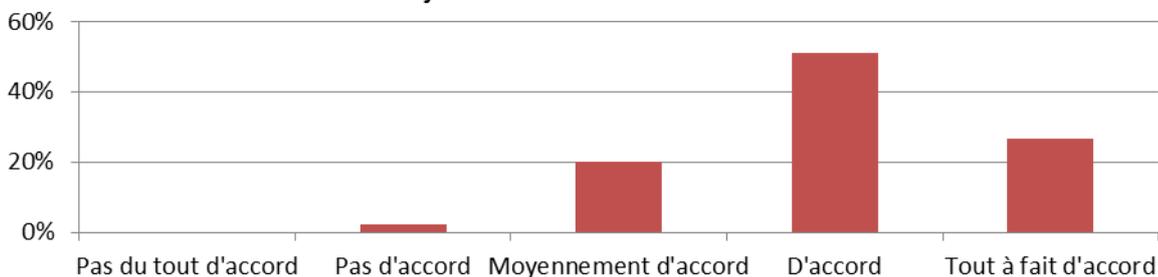
La session 1 “Contexte” était un bon moyen pour comprendre les concepts de base de nutrition et sécurité alimentaire et pour identifier les obstacles pour une programmation qui prenne mieux en compte la nutrition.



La session 2 “Analyse de la situation” a permis une meilleure compréhension des causes principales de la malnutrition et comment elles sont reliées aux moyens d’existence des personnes, et a permis un partager sur les méthodologies et processus pour des

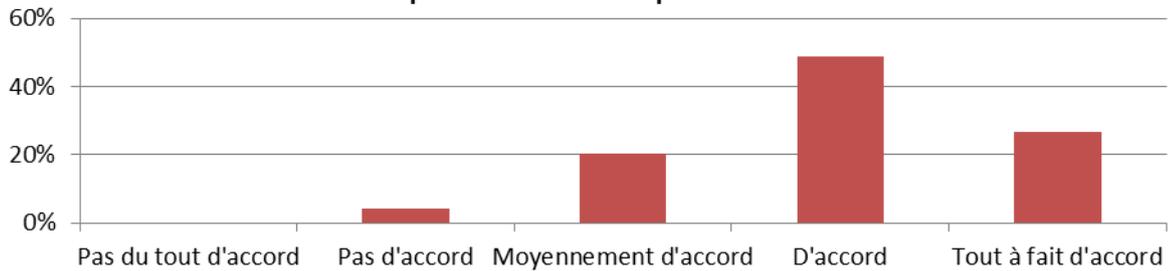


La session 3 “Analyse de la réponse et conception de projet” a aidé à mieux comprendre les rôles partagés des différents secteurs dans l’atteinte d’un objectif nutritionnel commun

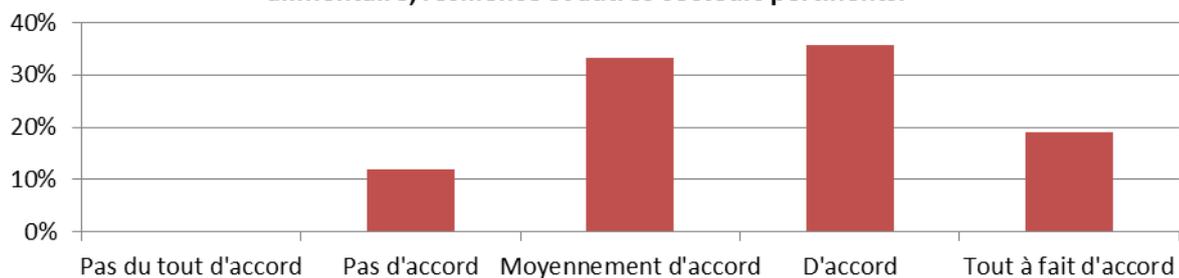




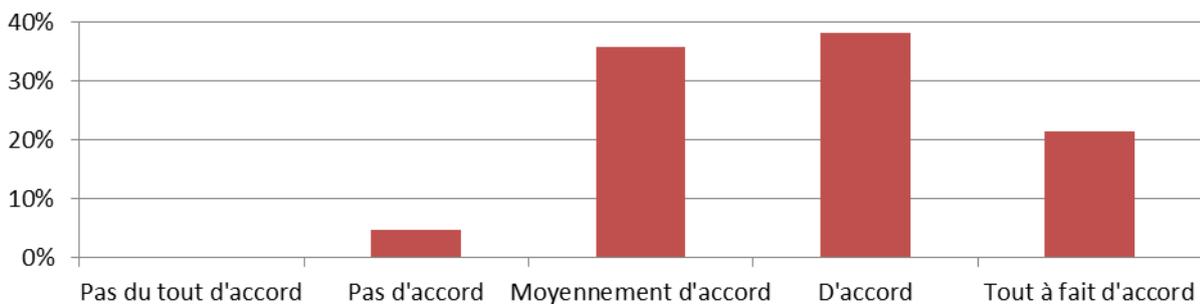
La **session 4 “Suivi et évaluation de l’impact nutritionnel”** présenta les concepts de suivi et d’évaluation et aida à mieux comprendre comment définir des indicateurs pour mesurer les impacts nutritionnels.



La **session 5 “Coordination”** a permis d’identifier les contraintes et opportunités pour des mécanismes de coordination plus intégrés entre nutrition, sécurité alimentaire, résilience et autres secteurs pertinents.



La **session 6 “Prochaines étapes”** a permis aux participants d’identifier des recommandations concrètes et pertinentes pour promouvoir une meilleure programmation intégrée de la nutrition et de la SA dans leurs pays.



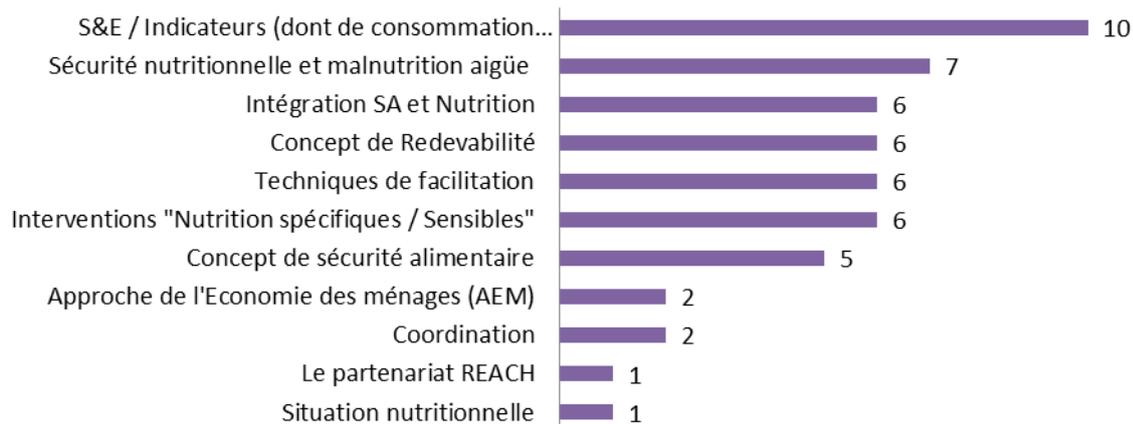


3. Compétences acquises

Quelles nouvelles compétences avez-vous acquises au cours de l'atelier ?



Quelles informations et concepts avez-vous le mieux compris?



4. Recommandations pour l'amélioration de la qualité/pertinence de futurs ateliers

Recommandations émises par les participants	Nombre de fois citées
Plus de temps (échange expérience, réponses aux questions)	21
Plus d'échanges d'expériences/d'exercices pratiques	7
S&E	7
Plan d'action pays à ne pas faire en fin de journée	2



Solliciter les gouvernements pour la désignation des participants du gouvernement	
Autres secteurs à inviter	
Organiser des visites de terrain	
Plus de prérequis	



<p><u>Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration :</u> Compétences technique limitées Spécialisation des ONG Autres ? Précisez</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités • Redéfinir les mandats des ONG 	<p>CDA/ONG ONG</p>	<p>- Ateliers - Réunions</p>	<p>Trimestrielle Annuelle</p>
<p><u>Faiblesse du cadre institutionnel :</u> Barriere de Coordination/pas de coordination regroupant tous les secteurs Faiblesse Institutionnelle de l'Etat en matière de NUT et SA (CASAGC/CRA/CDA/CLA) Manque de coordination des activités par le CRA Barrières Institutionnelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Redynamiser le CDA pour une bonne coordination de tous les acteurs • Instaurer un cadre de concertation NUT/SA • Placer les points focaux des mouvements REACH SUN et AGIR au niveau départemental 	<p>CDA CDA CDA</p>	<p>Réunion Réunion Réunion</p>	<p>Mensuelle Trimestrielle annuellement</p>
<p><u>Ressources financières inadaptées :</u> Tendance des bailleurs à orienter les fonds Compétition</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Action de plaidoyer • Organiser/tenue régulière des réunions clusters 	<p>Bailleurs ; ONG</p>	<p>Réunions réunions</p>	<p>Trimestrielle Mensuelle</p>
<p>Autres : Tabous Religion Comportement/Habitudes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation communautaire/sensibilisation 	<p>Acteurs locaux et ONG</p>	<p>Réunion</p>	<p>Continue</p>



Prochaines étapes post-atelier de formation de Mongo au niveau du département de : Mangalme

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants en sécurité alimentaire ou nutrition dans votre région/département. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet évènement.

2. Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne / organisation responsable	A quelle(s) Occasion(s) ?	Période (mois/an)
<p><u>Difficultés pour une programmation intégrée :</u></p> <p>Manque de suivi et coordination (CRA) -- Manque de lien/coordination entre les Clusters</p> <p>Faible évaluation multisectorielle</p> <p>Insuffisance d'intégration des stratégies/interventions entre les différents acteurs</p> <p>Diagnostic conjoint limite</p> <p>Politique sectorielles non coordonnées</p> <p>Mandat/vision</p> <p>Autres ? Précisez</p>	<p>Faire un suivi trimestriel ;</p> <p>Initier un cluster multisectoriel</p>	<p>CRA</p> <p>PAM, délégation de l'agriculture et de l'environnement.</p>	<p>Mandat</p> <p>Rencontres techniques</p>	<p>4 fois/an</p> <p>4 /an</p>
<p><u>Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration :</u></p> <p>Compétences technique limitées</p> <p>Spécialisation des ONG</p>	<p>Organiser des ateliers de formation/recyclage</p>	<p>Cluster multisectoriel</p>	<p>Ateliers</p>	<p>3/an</p>



<p><u>Faiblesse du cadre institutionnel :</u></p> <p>Barrière de Coordination/pas de coordination regroupant tous les secteurs</p> <p>Faiblesse Institutionnelle de l'Etat en matière de NUT et SA (CASAGC/CRA/CDA/CLA)</p> <p>Manque de coordination des activités par le CRA</p> <p>Barrières Institutionnelles</p> <p>Autres ? Précisez</p>	<p>Renforcer le fonctionnement des CRA, CDA, CLA ;</p> <p>Faire du plaidoyer</p> <p>Rendre dynamique le CRA</p> <p>R.A.S</p>	<p>ONG</p> <p>Cluster multisectoriel</p> <p>CASAGC</p> <p>R.A.S</p>	<p>Mission de suivi</p> <p>Réunion</p> <p>Réunion</p> <p>R.A.S</p>	<p>Continue</p> <p>4/an</p> <p>2/an</p> <p>R.A.S</p>
<p><u>Ressources financières inadaptées :</u></p> <p>Tendance des bailleurs à orienter les fonds</p> <p>Compétition</p> <p>Autres ? Précisez</p>	<p>Présenter et discuter avec les bailleurs des priorités de la zone ;</p>	<p>Etat, acteurs non étatiques</p>	<p>Forums, ateliers et séminaires d'orientations stratégiques.</p>	<p>1/an</p>
<p>Autres :</p> <p>Tabous</p> <p>Religion</p> <p>Comportement/Habitudes</p>	<p>Accroître les sensibilisations pour un changement de comportement positif</p>	<p>ONG, OSC, Etat, OP...</p>	<p>Ateliers, séminaires, messages radio diffusés ; conférence-débats...</p>	<p>4/an</p>

Point Focal SA (Nom et structure) : ALLAH NDINGALO BIENVENU (PAM) / MAHAMAT ZACHARIA (Chef de région ONDR)

Point Focal Nut. (Nom et structure) : Gamané Moussa (hôpital de Mangalmé), Abdelkerim Abakar (Oxfam).



3. Quelles plateformes déjà existantes pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?

Pour la zone de Mangalmé, nous pensons que la présence du CDA est une opportunité à saisir pour la mise en œuvre de ces actions.

**4. Quelles autres opportunités existent pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire dans les programmes existants ou à venir ?
Comment pourriez-vous les utiliser ?**

L'opportunité à saisir est la présence d'Oxfam, ASRAD, l'appui du PAM et UNICEF pour la lutte contre la malnutrition. Il faut aussi noter que le district sanitaire peut être bien mis en profit. Restructurer et impliquer les différents acteurs (ONG), membres du CDA.

**Prochaines étapes post-atelier de formation de Mongo au niveau du département de****Mongo**

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants en sécurité alimentaire ou nutrition dans votre région/département. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet évènement.

5. Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne / organisation responsable	A quelle(s) Occasion(s) ?	Période (mois/an)
<p><u>Difficultés pour une programmation intégrée :</u></p> <p>Manque de suivi et coordination (CRA) Manque de lien/coordination entre les Clusters</p> <p>Faible évaluation multisectorielle</p> <p>Insuffisance d'intégration des stratégies/interventions entre les différents acteurs</p> <p>Diagnostic conjoint limite</p> <p>Politique sectorielles non coordonnées</p> <p>Mandat/vision</p> <p>Autres ? Précisez</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de suivi, coordination et redynamisation du CDA ; • Planification de l'évaluation multisectorielle ; • Implication des différents secteurs dans les réunions du CDA ; • Se conformer à la politique nationale de nutrition (PNN). 	<p>Services techniques de l'Etat CDA et les partenaires.</p> <p>Points focaux REACH, SUN, AGIR</p>	<p>Situation d'urgence et programme régulier pendant les réunions du CDA</p>	<p>Au moins une fois par mois.</p>



<p><u>Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration :</u></p> <p>Compétences technique limitées</p> <p>Spécialisation des ONG</p> <p>Autres ? Précisez</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des acteurs intervenant dans les secteurs de nutrition et sécurité alimentaire 	<p>Services techniques à tous les niveaux de CRA</p>	<p>Réunions, ateliers, formations</p>	<p>2 sessions annuelles</p>
<p><u>Faiblesse du cadre institutionnel :</u></p> <p>Barriere de Coordination/pas de coordination regroupant tous les secteurs</p> <p>Faiblesse Institutionnelle de l'Etat en matière de NUT et SA (CASAGC/CRA/CDA/CLA)</p> <p>Manque de coordination des activités par le CRA</p> <p>Barrières Institutionnelles</p> <p>Autres ? Précisez</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Redynamisation de toutes ces structures. • Plaidoyer auprès de l'Etat 	<p>Les services de l'Etat</p>	<p>A tout moment</p>	<p>Continue</p>
<p><u>Ressources financières inadaptées :</u></p> <p>Tendance des bailleurs à orienter les fonds</p> <p>Compétition</p> <p>Autres ? Précisez</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les bailleurs de fonds doivent se conformer à la politique nationale du développement ; • Plaidoyer du Gouverneur pour rendre les activités de coordination des projets par le Ministère du Plan au niveau départemental et régional en intégrant tous les secteurs • Synergie dans les actions 	<p>-Ministère du Plan, CRA et CDA</p> <p>-sous clusters, ONG, etc.</p>	<p>Urgences et programme régulier</p>	<p>A tout moment</p>
<p>Autres :</p> <p><u>Tabous</u></p> <p><u>Religion, Comportement/Habitudes</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation et sensibilisation des communautés 	<p>CDA, ONG, leaders et élites, etc.</p>	<p>Forum communautaire</p>	<p>Continue</p>



Point Focal SA (Nom et structure) : Non défini

Point Focal Nut. (Nom et structure) : Non défini

6. Quelles plateformes déjà existantes pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?

Comité directeur, sous-clusters, réunions de CDA

**7. Quelles autres opportunités existent pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire dans les programmes existants ou à venir ?
Comment pourriez-vous les utiliser ?**

Cadre harmonisé

8. Comment les participants à cette formation peuvent-ils vous aider à remplir ces engagements?

En contribuant aux réflexions (focus group)

9. Quels types de support pourriez-vous attendre des facilitateurs nationaux?

Appui technique pour le renforcement des capacités

10. Et de la FAO ?

Appui technique et financier pour l'élaboration des projets

11. De quel autre type de support (technique, documentations, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?

Manuel de prise en charge de la malnutrition, guide de l'intégration SA et la nutrition, méthodologie détaillée du cadre harmonisé



ANNEXE 7 : Les barrières à l'intégration de programmes multisectoriels

1. Difficultés pour une programmation intégrée

- Faiblesse d'analyse des causes
 - Diagnostic conjoint limite
 - Faiblesse Institutionnelle de l'Etat en matière de NUT et SA (CASAGC/CRA/CDA/CLA)
- Difficultés de ciblage
 - Barrières de Coordination/pas de coordination regroupant tous les secteurs
 - Compétences technique limitées
- Manque de vision / objectifs communs
 - Insuffisance d'intégration des stratégies/interventions entre les différents acteurs
 - Manque de coordination des activités par le CRA
 - Manque de vision
- Manque / Faiblesse suivi et évaluation
 - Manque de suivi et coordination (CRA)
 - Manque de lien/coordination entre les Clusters

2. Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration

- Expertise sectorielle
 - Spécialisation des acteurs et ONG insuffisante
 - Politique sectorielles non coordonnées
- Méconnaissance / Incompréhension entre concepts
 - Faible évaluation multisectorielle
 - Mandat confus

3. Faiblesse du cadre institutionnel

- Absence de cadre politique intégrée
 - Barrières Institutionnelles ne favorisant pas l'intégration

4. Ressources financières inadaptées

- Tendance des bailleurs à orienter les fonds



Annexe 8 : Recommandations des participants à l'atelier

Recommandations des Participants :

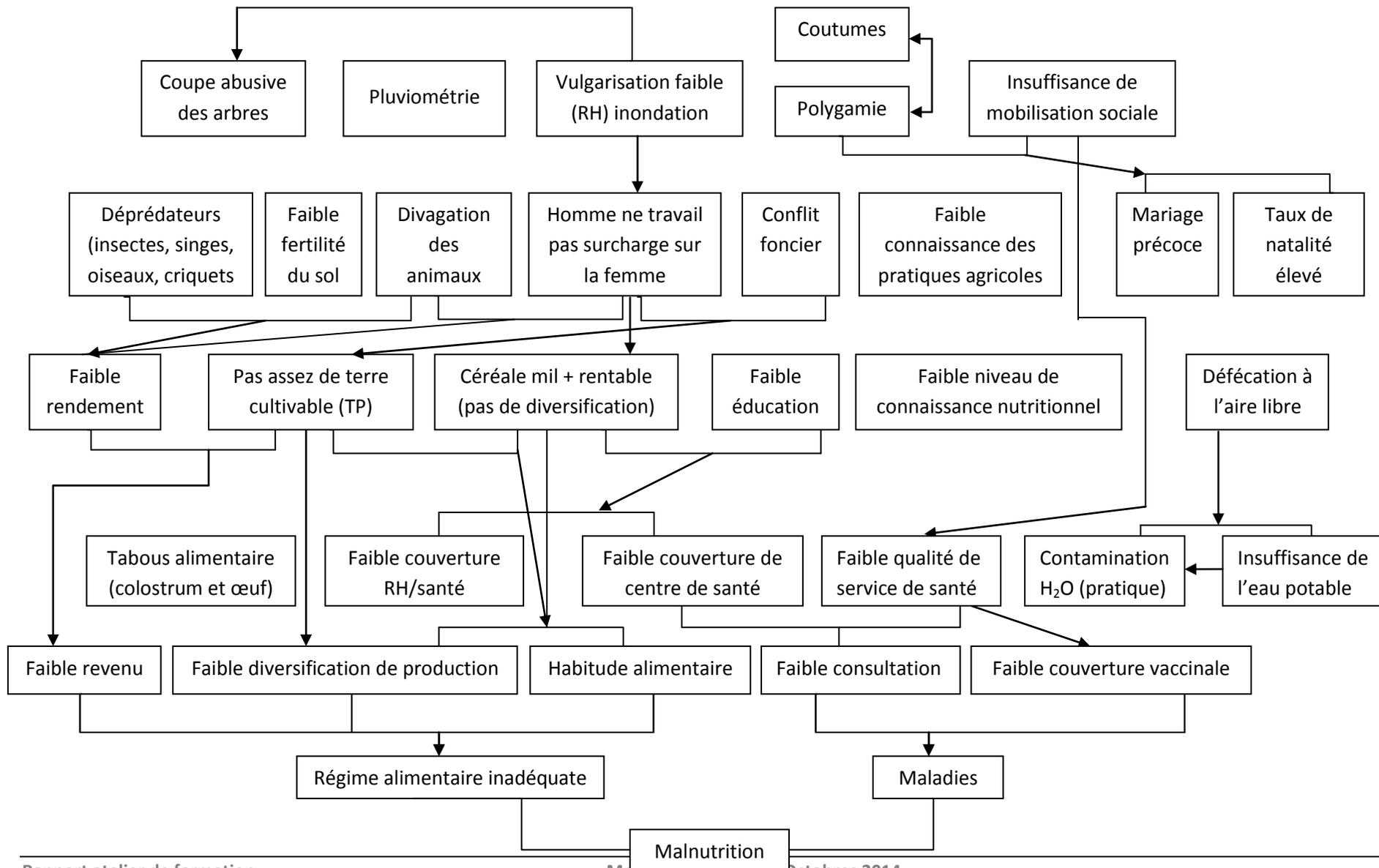
- Redynamiser et rendre opérationnel le CRA ;
- Renforcement des capacités des CRA/CDA ;
- Initier un plan d'action multisectoriel régional ;
- Instaurer un sous cluster multisectoriel ;
- Instaurer un cadre de concertation national Nutrition (Nut.)/Sécurité Alimentaire (SA) ;
- Valoriser les produits locaux de l'agriculture et de l'élevage ;
- Favoriser la synergie d'action entre les différents acteurs ;
- Renforcer les capacités des ONG nationales dans le domaine de la NUT, SA et WASH à travers les ONG Internationales ;
- Intégrer des indicateurs « Nutrition sensibles » dans le cadre logique de toutes les Interventions ;
- Mettre en place un mécanisme de suivi de recommandation de l'atelier ;

Recommandations spécifiques au Forum National de Nutrition et d'Alimentation prévu en novembre 2014

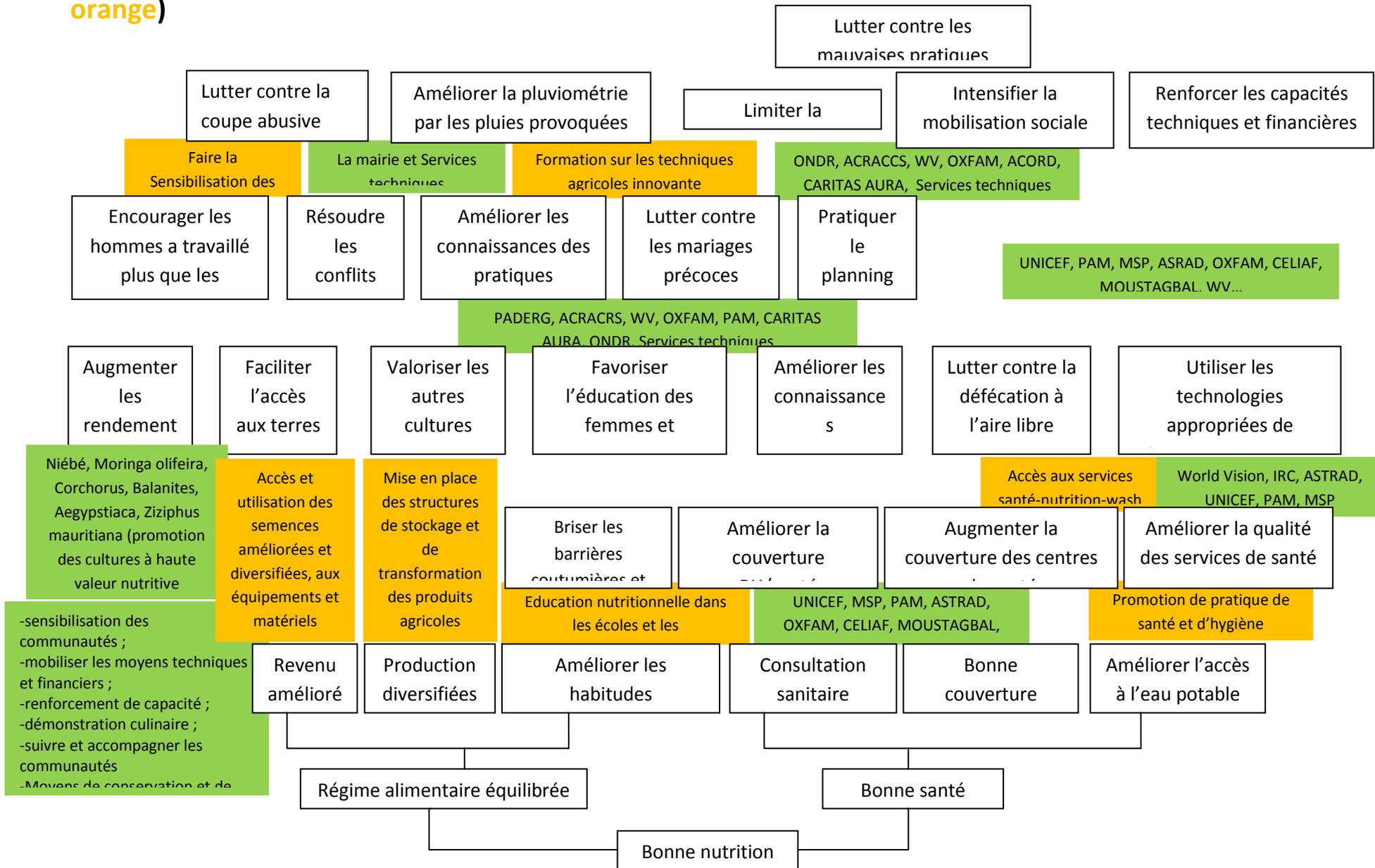
- Inviter les acteurs locaux à l'évènement et encourager l'intégration de la nutrition (Nut) et la sécurité alimentaire (SA) ;
- Tout projet de développement doit prendre en compte la Nut. et la SA de manière claire et précise ;
- Intégrer dans la phase de conception et formulation des projets des activités de SA et de Nut. ;
- Associer les sous clusters au Forum ;
- Accorder aux bénéficiaires la possibilité de s'exprimer en tant que participants ;
- Prévoir des expositions/stand pour la promotion des produits locaux ;
- Rendre opérationnel REACH au niveau des régions ;

Annexe 9 : Arbres à problèmes de la malnutrition et arbres des solutions, des interventions et des acteurs pour différentes zones de moyen d'existence du Géra : Agricole, (2 groupes), Agro-pastoral et pastoral

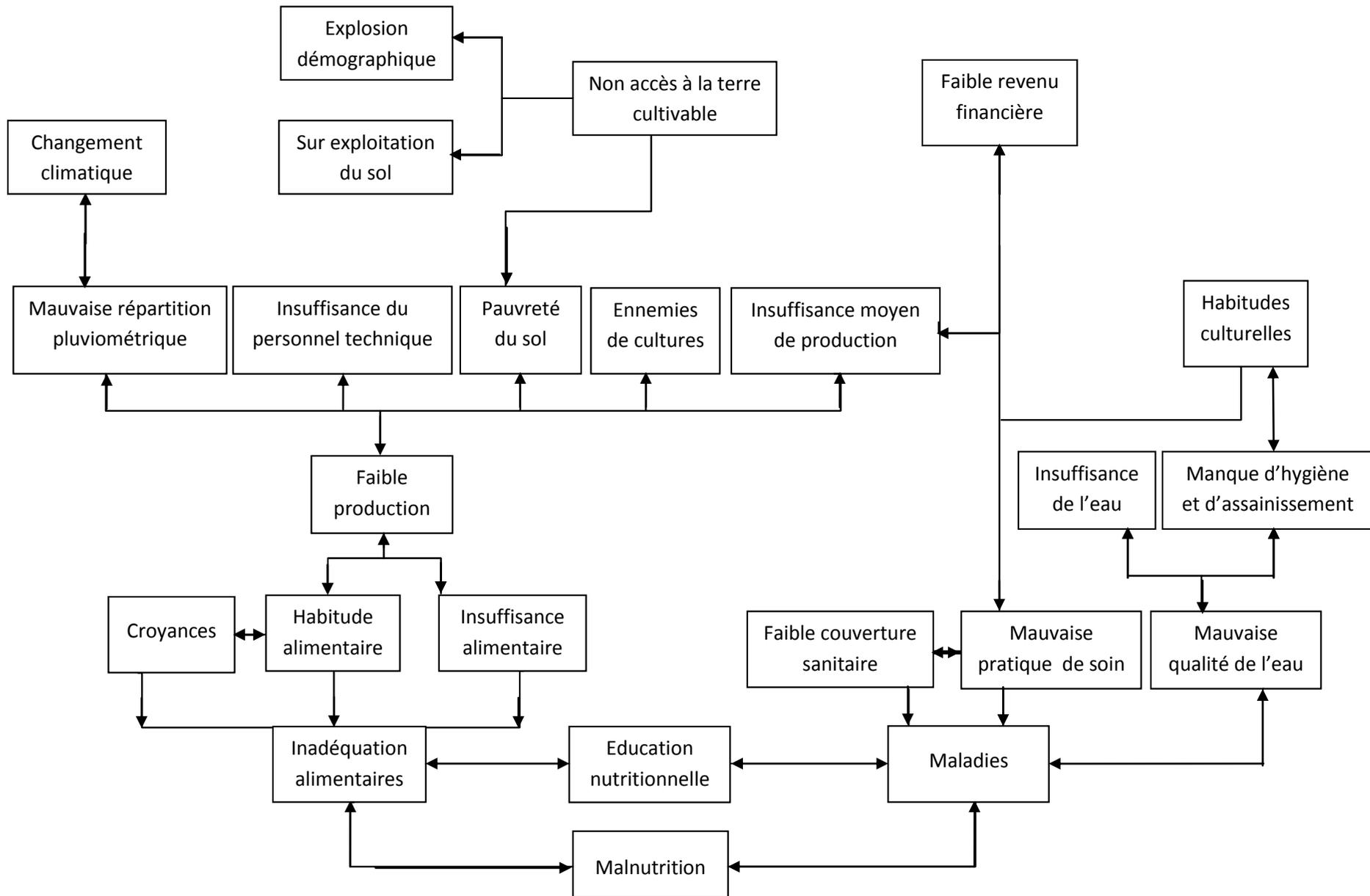
GROUPE 1 : Zone de moyen d'existence (ZME) Agricole; Guéra (Tchad) : Arbre à problèmes de la malnutrition



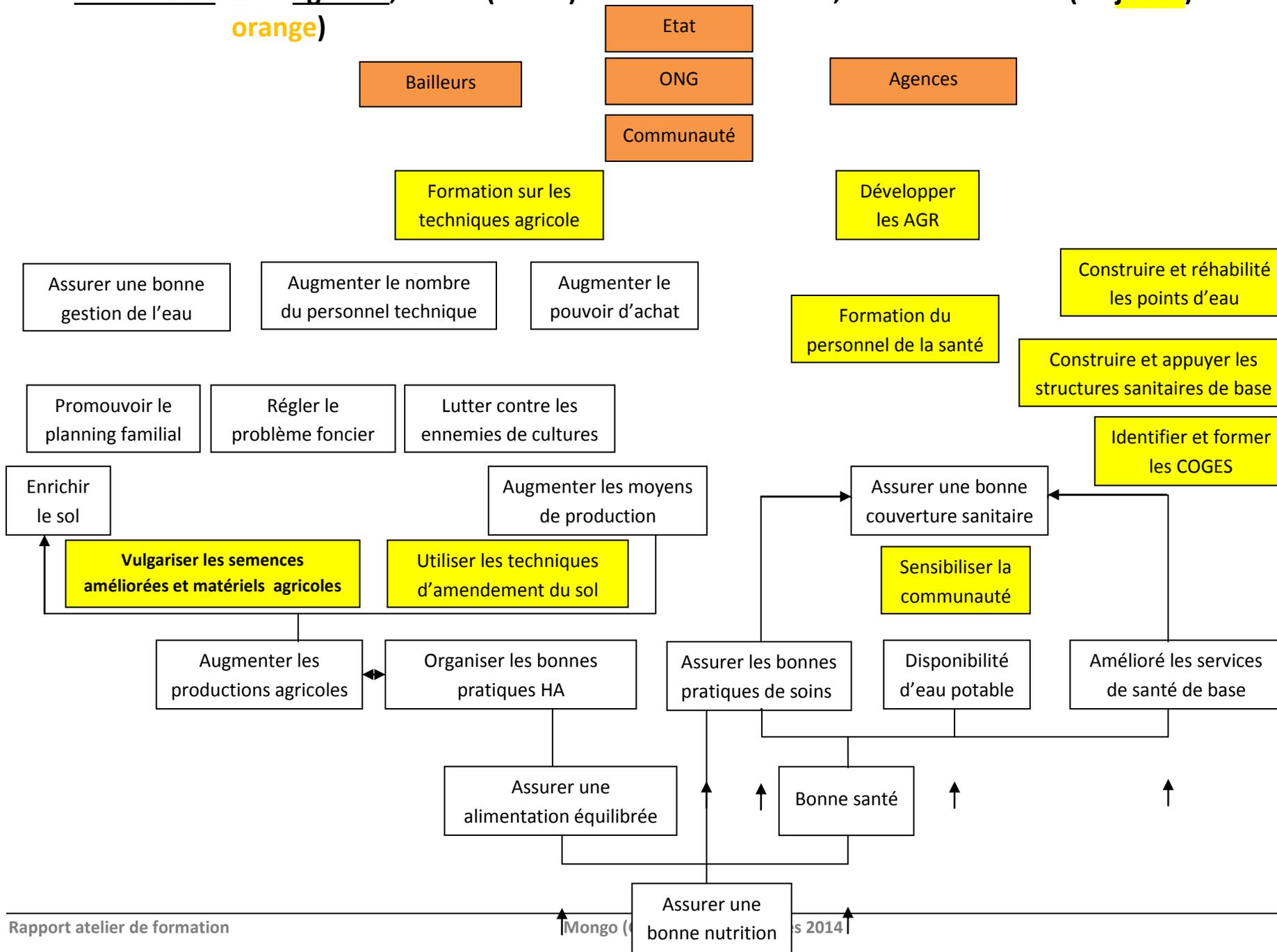
GROUPE 1 : ZME agricole; Guéra (Tchad) : arbre des solutions, des interventions (en vert) et des acteurs (en orange)



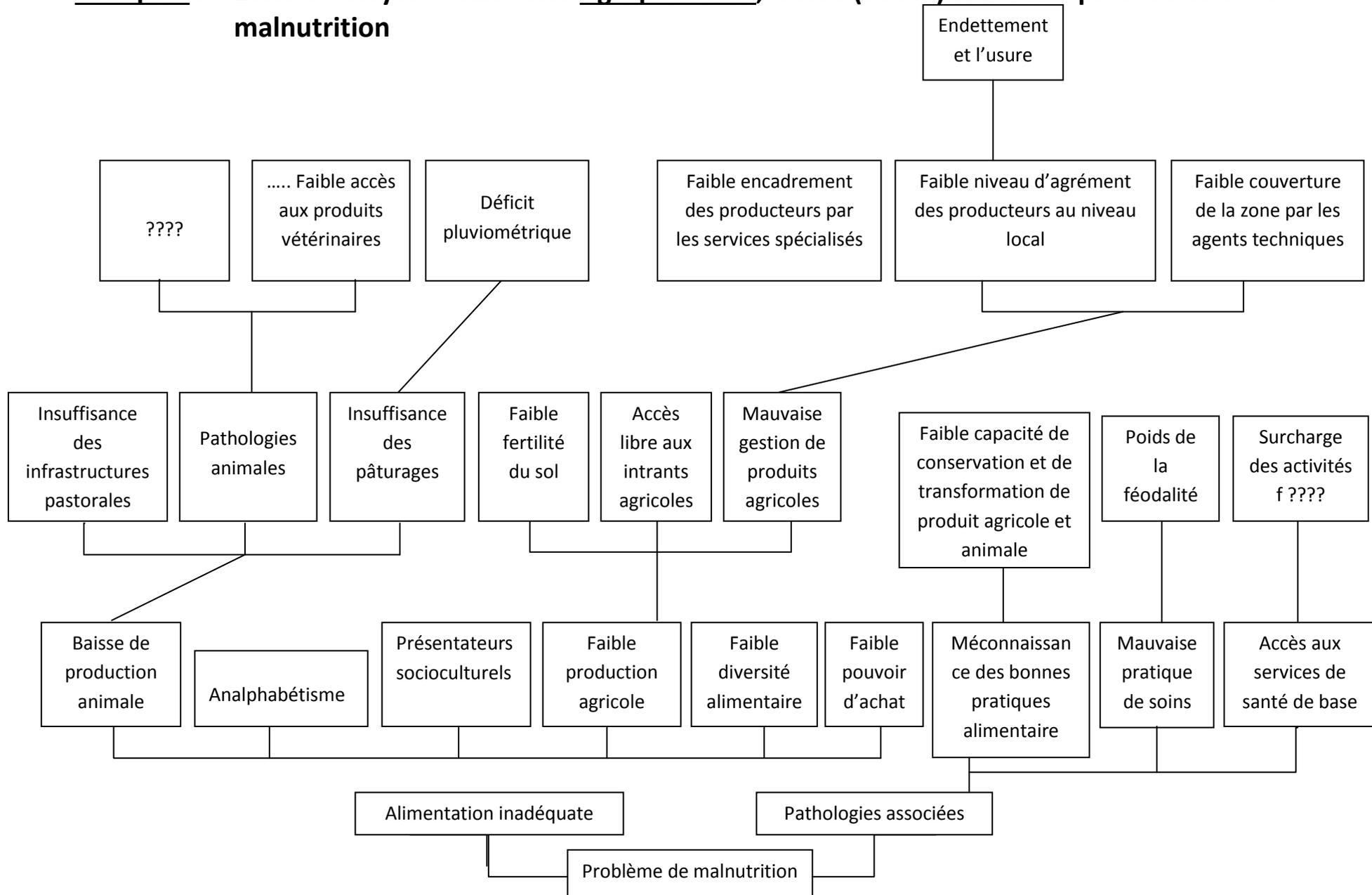
GROUPE 2 : Zone de moyen d'existence agricole; Guéra (Tchad) : Arbres à problèmes de la malnutrition



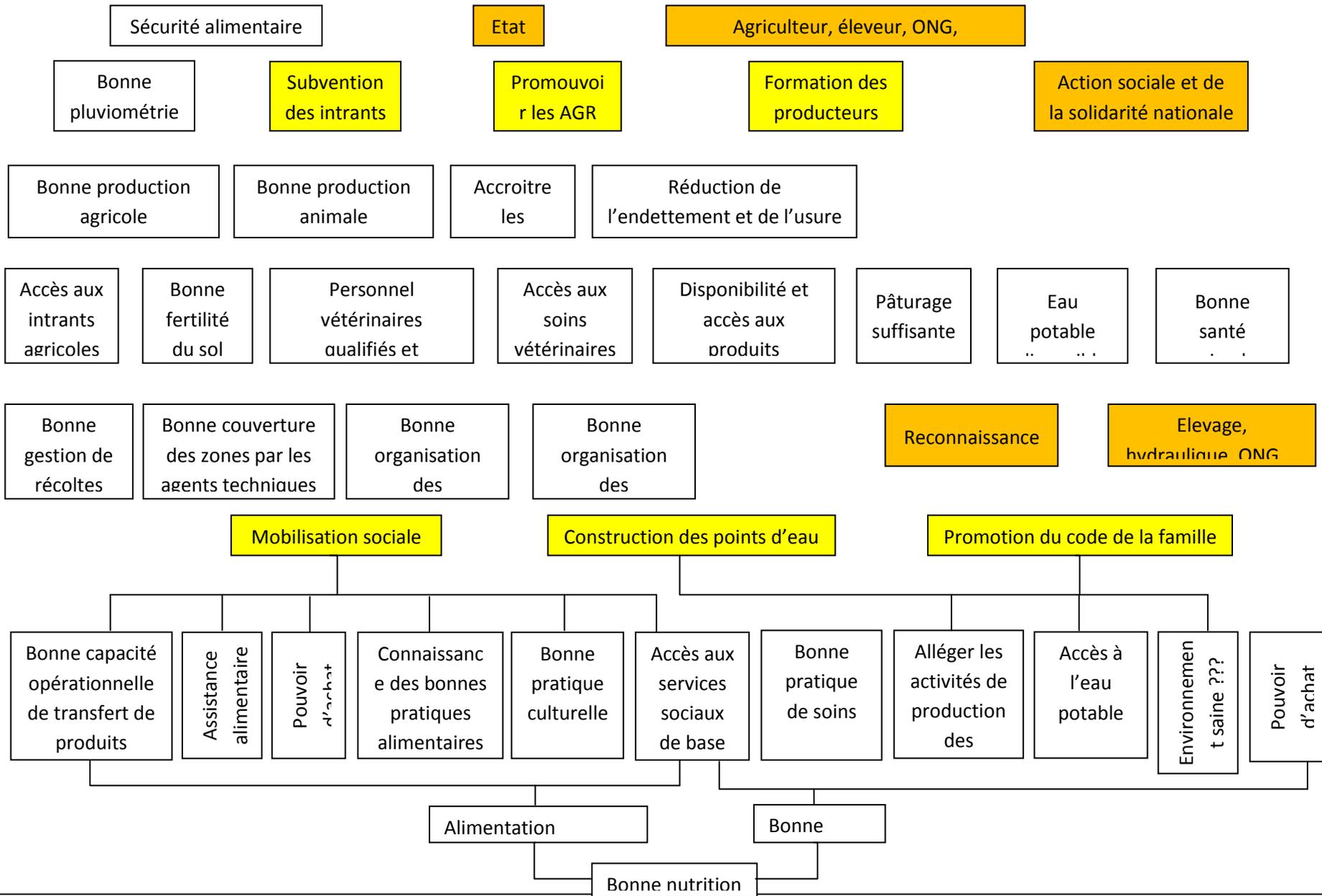
GROUPE 2 : ZME agricole; Guéra (Tchad) : arbre des solutions, des interventions (en jaune) et des acteurs (en orange)



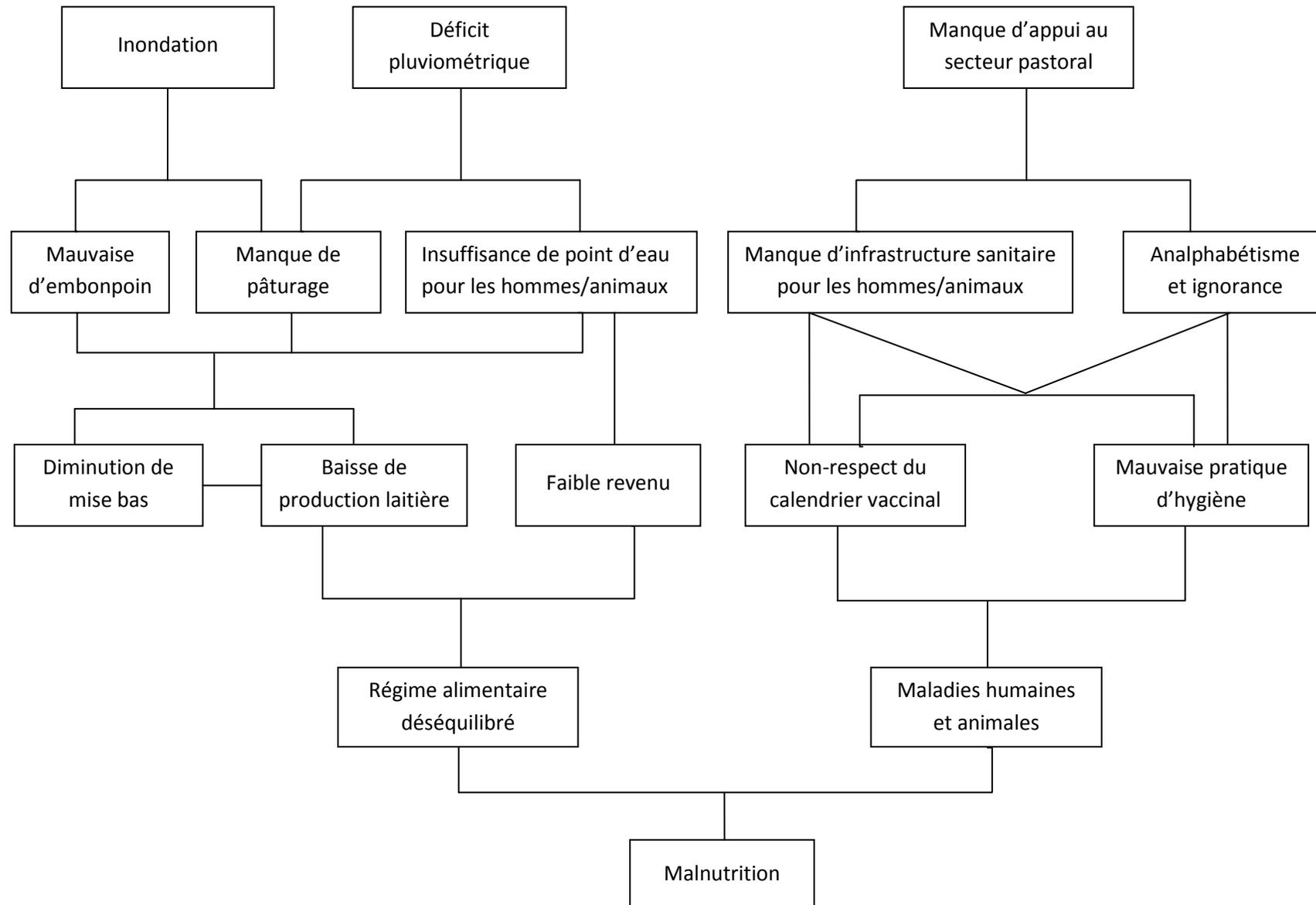
Groupe 3 : Zone de moyen d'existence Agropastorale; Guéra (Tchad) : Arbres à problèmes de la malnutrition



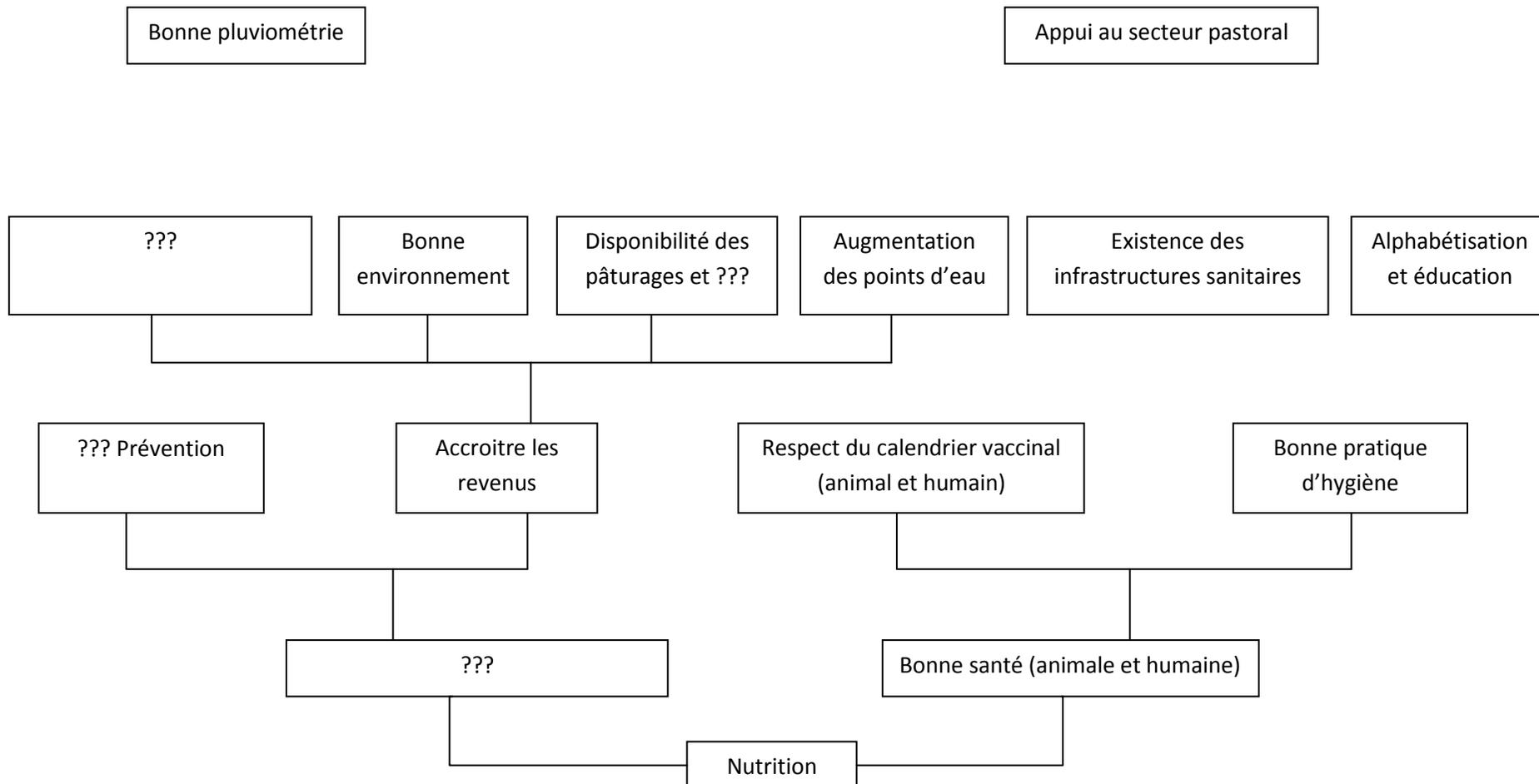
Groupe N°3 : ZME Agropastorale Guéra (Tchad) : arbre des solutions, des interventions (en jaune) et des acteurs (en orange)



Groupe 4 : Zone de moyen d'existence Pastorale; Guéra (Tchad) : Arbres à problèmes de la malnutrition



Groupe 4 : ZME pastorale; Guéra (Tchad) : arbre des solutions (cet arbre n'a pas pu être saisi en entier pour cause de mauvaise qualité de la photo de l'arbre)





Aide humanitaire
et Protection civile

Cette publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne à travers le projet "Renforcement des capacités pour la sécurité alimentaire". Le contenu de cette publication ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.